

LE FRONT DU TRAVAIL ALLEMAND

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue

le 18 décembre 1936, à 14 heures

par

JACQUES DOUBLET

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. MESTRE, professeur

Suffragants : M. OUALID, professeur

M. J. BARTHÉLÉMY, professeur

PAUL HARTMANN, ÉDITEUR, 11, RUE CUJAS, PARIS

1937



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LE FRONT DU TRAVAIL
ALLEMAND

LE FRONT DU TRAVAIL ALLEMAND

Thèse pour le Doctorat en Droit

présentée et soutenue

le 18 décembre 1936, à 14 heures

par

JACQUES DOUBLET

JURY DE LA THÈSE :

Président : M. MESTRE, professeur

Suffragants : M. OUALID, professeur

M. J. BARTHÉLÉMY, professeur

PAUL HARTMANN, ÉDITEUR, 11, RUE CUJAS, PARIS

1937

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Pour comprendre la place occupée par le Front du Travail dans la politique sociale du III^e Reich, il est nécessaire de rappeler la part occupée par le facteur travail dans la doctrine du parti national-socialiste : les conceptions nationales-socialistes du travail et de la communauté du peuple sont en effet à la base des réalisations du Front du Travail ; elles permettent en outre de saisir les traits par lesquels le Front du Travail s'oppose aux anciennes associations professionnelles et les raisons pour lesquelles ces associations ont dû disparaître lors de la révolution nationale-socialiste.

L'exposé de l'éthique du travail éclairé par les événements qui ont amené la constitution du Front du Travail formera la première partie de cette étude. Nous examinerons ensuite dans une deuxième partie la nature juridique et la structure du Front du Travail. Une troisième partie sera consacrée à l'action du Front du Travail sur le travailleur dans son métier et hors de son métier ; cette action déborde nettement le cadre d'une association professionnelle de travailleurs ; ce sera l'objet de la dernière subdivision de cette partie.

La conclusion précisera les traits positifs de l'action du Front du Travail et s'efforcera de déterminer ce à quoi il convient de les rattacher.

PREMIÈRE PARTIE

LE TRAVAIL
DANS LE RÉGIME NATIONAL-SOCIALISTE

CHAPITRE PREMIER

I. LA VALEUR DU TRAVAIL

D'un point de vue éthique ou idéologique, le travail occupe une place importante tant dans le programme du parti national-socialiste que dans les discours du *Führer* et des principaux dirigeants du parti. De l'effort de propagande destiné à lutter contre les partis de gauche et d'extrême-gauche, à rallier des partisans dans la classe ouvrière, il s'est dégagé une doctrine qui a été adaptée — et qui en Allemagne est toujours prête à s'adapter — aux besoins sans cesse changeants du mouvement.

Cette doctrine se caractérise par sa simplicité : elle consiste à considérer le travail comme une bénédiction et à glorifier l'effort. Des faits et des institutions viennent rappeler ce caractère sacré du travail.

Dans le *programme* du parti en date du 24 février 1920 trois points concernent particulièrement le régime du travail : les points 10, 13 et 14. Le premier indique que le devoir de tout citoyen est de travailler intellectuellement ou manuellement, le second réclame l'étatisation

des trusts et le troisième la participation aux bénéfices.

Il s'agit, au premier chef, d'une réaction contre les principes libéraux. On reproche au libéralisme de consacrer la valeur de la notion de profit et la primauté de la notion de capital, d'enlever toute âme au travail, d'ignorer sa réglementation et de ne considérer l'ouvrier que comme un outil utile à l'entrepreneur. Or, le travail n'est pas seulement un moyen d'assurer la vie, mais l'essence même et le sens de la vie. Le travail ne doit pas faire de celui qui l'exécute un être inférieur, « il ne faut avoir honte d'aucun travail honorable, quelle que soit son espèce » (*Mon Combat*, p. 523). « Il est facile de crier à gauche : vous ne devez pas être des prolétaires. Quittez vos rêves de classe. Soyez même des bourgeois. Vous devriez apprendre qu'il existe un état, un droit plus élevé, un honneur plus grand que le droit, l'état et l'honneur bourgeois, l'honneur du travail honorable (1) ». Le but du mouvement que je représente est de faire du mot « travailleur » le titre d'honneur de la nation (discours d'Hitler au premier congrès du Front du Travail). Le national-socialisme s'oppose ainsi à une certaine conception socialiste voulant transformer les ouvriers en petits bourgeois.

Par travail, il faut encore entendre aussi bien le travail manuel que le travail intellectuel. Le 23 septembre 1933 le Chancelier du *Reich* disait : « Nous voulons élever le peuple loin de la conception que seul le travail intellectuel est à esti-

(1) Discours du Chancelier du *Reich* du 12 avril 1922.

mer, car le peuple comprend que tout travail est nécessaire qui honore ceux qui le font ». Il semble cependant que le discours du 1^{er} mai 1937 soit moins dirigé que les précédents discours contre le travail intellectuel. D'ailleurs, comme l'a fait remarquer le *Führer* lors d'une conversation avec M. A. Bonnard rapportée au *Journal* du 22 mai 1937, il n'est pas toujours aisé de distinguer le travail manuel du travail intellectuel : « le travail de l'esprit peut arriver à se confondre avec le travail des mains et certains mécaniciens ou certains ajusteurs font un travail de tête alors que certains comptables font un labeur machinal. »

« Nous avons ôté à certains éléments l'animosité à l'égard du travail manuel... mais nous éduquons aussi dans le respect du travail et de l'esprit. De même que nous amenons les uns à respecter la bêche, nous amenons les autres à respecter le compas ou la plume. »

Du caractère sacré du travail dérive le droit au travail, droit qui ne repose plus sur une conception humanitaire (1) sans véritable signification juridique, mais sur l'agencement du système économique qui doit permettre à tous de travailler et faire cesser les abus du droit de propriété. Si personne n'a le droit d'exiger que d'autres travaillent alors que lui-même n'exerce pas d'activité, chacun a le droit d'exiger que l'organisation étatique d'un peuple procure les moyens du travail à tous (discours d'Hitler du 2 septembre 1933 au Congrès du parti). Procurer du travail à tous est un devoir de la commu-

(1) HEINZ BRAUWEILER, *Sozialverwaltung*, p. 62.

nauté qui doit mettre chacun à sa place pour le bien général. Il faut rappeler à ce sujet que la Constitution de Weimar dans son article 163 indiquait déjà qu'il était nécessaire d'assurer à tout Allemand la possibilité de subvenir à ses besoins par un travail productif et que des milieux syndicalistes avaient élaboré dès 1932 (1) un plan de création de travail par des améliorations agricoles et la colonisation intérieure qui a certainement inspiré au moins en partie les dirigeants du III^e Reich.

Aussi ces déclarations sont moins une réaction contre l'idéologie marxiste comme le soutiennent les nationaux-socialistes que de simples formules destinées à attirer les masses ouvrières.

« Le retour de quinze millions de travailleurs marxistes dans les bras de la patrie serait le signal de la liberté » (discours d'Hitler le 19 septembre 1926 à Munich).

Les circonstances ont aussi aidé au développement du programme : le travail — cette bénédiction — était certainement désiré par les millions de travailleurs allemands en chômage et la fusion des classes, réalisée à tout le moins matériellement à la suite de l'inflation, se poursuivait moralement dans des camps de travail dont la création est bien antérieure au III^e Reich.

Il ne faudrait donc pas voir le développement d'idées préconçues systématiques dans ce que, pour la clarté de l'exposition, nous croyons devoir présenter avant de parler du Front du Travail lui-même.

(1) *Die Tat*, 1932, n° 12, pp. 1026-28.

A l'heure actuelle, toujours dans le but d'attirer cette classe ouvrière, qui ne devrait plus exister, il est constamment rappelé que le mouvement a été créé par des travailleurs et que seul un travailleur peut comprendre ses camarades (1).

II. TRAVAIL ET COMMUNAUTÉ

La valeur du travail provient de ce qu'il ne peut se concevoir sans apport à la communauté. Une activité qui s'exercerait contre le bien de la communauté ne serait pas du travail mais un crime, une mauvaise action. On ne peut qualifier de travail que ce qui sert au bien de tous. Les théories du travail rejoignent donc les théories hitlériennes de la communauté, base de la solidarité du peuple. Tout Allemand, donc tout travailleur allemand, n'est qu'un élément de la vie organique de la communauté perdu dans le flot de la race. Le travailleur est au service de la communauté qui, en revanche, pourra exiger de gros sacrifices de lui. « Être social signifie construire l'État de telle manière que chacun travaille, pour la communauté et possède le sentiment du bien de cette communauté et puisse mourir pour elle » (discours du *Führer* du 12 avril 1922).

L'existence d'une communauté entre le peuple et le *Führer* permet à ce dernier d'exprimer les vues de cette communauté (2). Mais cette liaison

(1) *Der Vierjahresplan* 1937, n° 4. Dr. Otto DIETRICH, *Der Führer und der deutsche Arbeiter*.

(2) R. BONNARD, *Le droit et l'État national-socialiste*.

ou plutôt cette communion ne peut avoir lieu que par une action continue destinée à aider au maintien de la forme du régime, du *Führerstaat*, et à l'élaboration du droit. Cette action est une œuvre d'éducation morale. Elle est particulièrement utile auprès des masses ouvrières puisqu'en 1933 les syndicats groupaient encore, après avoir perdu une partie de leurs effectifs, plus de cinq millions de membres. Il faut éviter que l'opinion que le peuple souhaite exprimer, soit contrariée par des courants de pensée opposés ou contradictoires. D'où la création du Front du Travail qui réunit tous les Allemands qui « travaillent de la tête et du poing », employeurs et employés, et qui a pour tâche essentielle d'aider à la formation de la communauté populaire en faisant l'éducation des travailleurs dans le sens national-socialiste et en détournant les regards des masses des questions matérielles vers les valeurs morales (discours du Dr Ley du 7 mars 1935 prononcé devant les représentants de la presse étrangère à Berlin, à l'hôtel Kaiserhof, sur les voies et but du Front du Travail allemand).

Cette association est encore, suivant une autre expression de son chef dans un discours d'octobre 1935, « la caserne où le travailleur est exercé à l'idée de la communauté et du vrai socialisme ».

Des principes doivent guider chaque membre de la communauté ; le point 10 du programme du parti indique notamment que l'activité des particuliers ne doit pas aller à l'encontre des intérêts de la communauté mais doit se poursuivre dans le domaine de la collectivité et pour l'utilité de tous. De ce point, il convient de rap-

procher le point 24 : l'utilité générale doit l'emporter sur l'utilité particulière et les critiques apportées à la coexistence de deux Ministères distincts pour le travail et l'économie nationale. Cette dualité représente la survivance de l'esprit de politique sociale aboutissant à un compromis après la lutte des intérêts privés (1).

L'esprit de communauté, de service pour le bien de tout le peuple allemand, doit se rencontrer chez tous les travailleurs — ouvriers et patrons. La doctrine hitlérienne, est-il abondamment proclamé, n'est pas une doctrine de classe. Selon elle le progrès de l'humanité ne peut résulter d'une lutte. La pensée que l'on puisse améliorer le sort d'une seule classe par la lutte des classes est une erreur (discours d'A. Hitler du 10 novembre 1935). Aussi « le Front du Travail allemand accueille-t-il tous les hommes participant au travail économique sans tenir compte de leur position économique ou sociale » (2). L'ouvrier doit y être à côté du patron. Ils ne seront plus séparés par des groupes et des associations servant à la protection spéciale de classements d'intérêts économiques ou sociaux. C'est pourquoi l'objet de la présente étude s'appelle Front du Travail et non Front des Travailleurs.

La traduction juridique de cette proclamation est la loi du 20 janvier 1934 sur le régime du travail national, aux termes de laquelle le chef d'entreprise et sa suite, le personnel de l'entre-

(1) SCHUHMANN BRUCKER, *Sozialpolitik im neuen Staat*.

(2) Appel à tous les travailleurs allemands lancé le 27 novembre 1933 par le Chef du Front du Travail.

prise, travaillent ensemble pour la fin de l'entreprise et pour le bien commun de la nation et de l'État. On rejoint de la sorte l'idée d'un patronat patriarcal ou éclairé. La loi, appliquant le principe du chef dans l'entreprise, ne parle plus d'employeur ou d'employé, mais de chef et de suite, désirant ainsi façonner d'une manière nationale-socialiste les relations qui naissent à l'intérieur de la communauté d'entreprise.

En outre, si le travail au service de la communauté occupe la première place, la propriété a perdu son caractère absolu, elle devient une fonction au service de la communauté justifiée par les services rendus. Cette notion de propriété fonction sociale, ne peut être considérée comme une innovation du national-socialisme. Elle était déjà inscrite dans la Constitution de Weimar sous la forme « propriété oblige ».

Les manifestations de cette mystique du travail au service de la communauté et du façonnement de la communauté par le travail sont multiples. Elles débordent même le cadre d'un exposé sur le Front du Travail. Il a paru cependant nécessaire d'en rappeler quelques-unes qui illustrent les considérations générales précédentes.

1. — Le Service du Travail institué par la loi du 26 juin 1925 doit réaliser la communauté nationale en faisant travailler dans les mêmes conditions les jeunes gens à des améliorations ou à des récupérations de terrains, les jeunes filles à des travaux domestiques ou agricoles quelle que soit leur origine. Ce service est obligatoire, mais en fait les contingents ne s'élèvent qu'à 270.500 jeunes gens et à 25.000 jeunes filles. Le

Führer a déclaré le 1^{er} mai 1937 au sujet du Service du Travail : « quand on se représente que maintenant le fils choyé de la famille bourgeoise met la pelle sur l'épaule et travaille comme tous les autres dans les tourbières et les carrières, c'est là une œuvre éducative que nous faisons pour tous ».

2. — Certaines manifestations symboliques témoignent de la place accordée au travail. La couleur rouge dans le drapeau national représente la victoire de la pensée du travail créateur. Le 1^{er} mai est fêté comme jour du Travail national. « Le symbole de la lutte des classes se transforme maintenant en un symbole de l'union et de l'élévation de la nation. Aussi ce jour de la nature qui se réveille, l'avons-nous choisi comme le jour de la nouvelle conquête de notre force. » Les ouvriers sont payés le 1^{er} mai et ce salaire, lorsqu'il ne dépasse pas un certain chiffre, n'entre pas en compte dans le calcul des revenus servant de base à l'établissement des impôts.

3. — Une des manifestations les plus typiques est celle du stage des fonctionnaires dans les entreprises industrielles et agricoles. Le docteur Goebbels, « considérant en principe que celui qui veut commander doit savoir obéir ; que celui qui veut donner des ordres à la population ne doit jamais perdre de vue l'état d'esprit de chacun de ses concitoyens, ses pensées et ses sentiments », a ordonné, en mai 1937, que certains fonctionnaires seraient employés chacun pendant deux mois dans des entreprises de tout genre. Les notes de ce stage devront avoir une influence décisive sur l'importance des missions qui seront confiées

à l'avenir à ces fonctionnaires et sur leur avancement.

L'institution de tels stages est à rapprocher de l'œuvre des troupes des congés de port qui s'est constituée spontanément à Hambourg parmi les fonctionnaires en vue de remplacer volontairement les ouvriers du port pendant leurs vacances afin de permettre à ces derniers de profiter de leurs vacances, les salaires perçus par les fonctionnaires étant versés aux ouvriers.

Il faut enfin signaler que les étudiants des diverses Universités ont été invités — à plusieurs reprises — à aider les cultivateurs pour les récoltes.

III. LES FAITS

Il est difficile de porter un jugement sur la conception du travail et les manifestations de cette conception. La perplexité est permise devant certaines affirmations et certaines manifestations plus spectaculaires et démagogiques qu'efficaces. Le travail n'a jamais, à notre connaissance, été considéré comme un déshonneur par l'Allemand, l'aide apportée par les fonctionnaires dans les usines ne peut être que minime ; la réquisition des étudiants trouble inutilement leurs études. Enfin si le travail ennoblit, on ne comprend pas pourquoi l'institution du Front du Travail aboutit en définitive à priver de tout droit propre le travailleur.

Toutefois la réhabilitation du travail manuel par le service du travail, l'idée qui inspire la

formation des troupes de congés de port sont d'une autre inspiration. Les critiques qui leur ont été adressées semblent peu compréhensibles. Peut-on affirmer cependant que le sentiment de communauté populaire s'épanouit nécessairement dans ces institutions ? Le journal des Sections d'assaut (*S.A. Mann*) du 1^{er} mai 1937 exprime à ce sujet une opinion qui offre un contraste saisissant avec les déclarations officielles : « En lisant les rapports des hommes de confiance dans les mines on s'étonne des procédés employés aujourd'hui encore à l'égard des ouvriers allemands. Certains contremaîtres se permettent des choses incroyables. Ces gens poussent au travail en se réclamant du nouveau plan. Ils traitent de « saboteurs » les mineurs qui avec la meilleure volonté du monde, ne peuvent extraire davantage de charbon. Ils les menacent même de leur casser la figure. » Ces traits reviennent sans cesse dans les rapports. Une analyse de la jurisprudence des Juridictions d'honneur social conduit aux mêmes constatations ; les arrêts relèvent fréquemment des injures adressées aux travailleurs et reprochent à des chefs d'entreprise ou du personnel de direction de considérer les travailleurs comme des hommes de seconde zone (1). Une décision de la Juridiction d'honneur social de l'Allemagne Centrale du 9 mars 1936, qui décrit les mauvais traitements infligés à un apprenti de quinze ans par un patron boulanger (bris

(1) Décision de la Juridiction d'honneur social de Poméranie du 15 septembre 1934, de la Juridiction d'honneur social d'Allemagne Centrale du 8 octobre 1934, de la Juridiction d'honneur social de Westphalie du 6 juin 1935.

d'instruments sur la tête provoquant des saignements de nez) est caractéristique à cet égard.

Dans un autre domaine, les journaux de la presse du Front du Travail (1) rappellent que seul, aux termes de la loi, le commissaire du Travail peut autoriser les entrepreneurs à raison de la situation de leur entreprise à payer des salaires au-dessous de ceux fixés dans l'ordonnance sur les tarifs de salaires. De nombreux chefs d'entreprise ont été frappés de peines disciplinaires par les Juridictions d'honneur social pour avoir fait travailler leurs ouvriers ou leurs employés à des tarifs inférieurs au tarif réglementaire (2). Il n'est d'ailleurs pas toujours nié que l'adhésion au nouveau mouvement social ne soit pas toujours totale. Un article du *Wertdeutscher Beobachter* du 6 juin 1937 indique que l'industrie coopère avec assez de bonne volonté aux œuvres sociales, mais que le petit commerce et l'artisanat font encore trop souvent preuve d'incompréhension et d'égoïsme.

(1) Notamment *der deutsche Kaufmann* du 2 mai 1937.

(2) Décisions de la Juridiction d'honneur social de l'Allemagne du Sud-Ouest du 20 novembre 1934.

CHAPITRE II

NATIONAL-SOCIALISME ET SYNDICALISME

I. LA POSITION DOCTRINALE A L'ÉGARD DES SYNDICATS

La conception nationale-socialiste des problèmes sociaux et la présence d'associations ouvrières groupant un grand nombre d'adhérents expliquent la position prise par le parti national-socialiste à l'encontre des syndicats.

Sans doute Hitler a-t-il reconnu lui-même que les syndicats ont représenté pour l'Allemagne une étape nécessaire et une école pour la formation des chefs. « Si dans un temps où la communauté organisée de la nation, l'État ne s'occupe presque pas de lui, l'ouvrier ne veut pas abandonner la sauvegarde de ses droits vitaux humains à l'arbitraire aveugle de personnes en partie peu conscientes de leur responsabilité, souvent même sans cœur, il faut qu'il prenne lui-même leur défense en main » (*Mon Combat*).

Il ne pouvait être cependant question de créer des syndicats nationaux-socialistes. Les mobiles syndicaux auraient pu finir par prendre le pas sur les buts politiques. De plus « un syndicat pro-

fessionnel national-socialiste ne voyant sa mission que dans la rivalité avec les syndicats marxistes serait pire que nul syndicat. Il faut qu'il déclare la guerre au syndicat marxiste, non seulement comme organisation, mais notamment comme idée » (*Mon Combat*).

Cependant Hitler avait à un moment envisagé la constitution d'un syndicat professionnel où auraient été groupés des personnes du même métier et dont le but aurait été de travailler à assurer « la sécurité de l'économie nationale et d'en affermir la force en corrigeant et éliminant tous les inconvénients qui, dans leurs dernières conséquences, exercent une influence destructrice sur l'organisme national, portent préjudice à la force active de la communauté nationale, donc à celle de l'État et en dernier lieu sont la cause de pertes et de désastres pour l'économie elle-même. »

Cette conception qui n'est d'ailleurs pas celle d'un véritable syndicat au sens juridique du terme, mais celle d'une fédération d'organisations professionnelles est celle que réalisera partiellement le Front du Travail, tout au moins à son origine.

II. LA PRISE DE POSSESSION DES SYNDICATS

La situation des syndicats était assez confuse en 1933. L'accroissement continu du nombre des chômeurs avait évidemment rendu difficile leur situation financière. De plus ils avaient rencontré, depuis le 16 août 1930, d'ardents adversaires

dans les cellules d'entreprises nationales-socialistes dirigées de Munich. Ces cellules avaient eu à l'origine un recrutement assez lent ; à la fin de l'année 1930, le nombre de leurs adhérents n'atteignait pas 2.000 membres ; elles n'offraient aucun avantage à leurs membres, c'étaient des organismes de combat qui en 1933 ne groupaient que 233.000 membres.

En face de ces cellules les syndicats ouvriers socialistes, chrétiens et démocrates dont les effectifs diminuaient sensiblement depuis 1921 (7 millions de membres) rassemblaient, en 1930, 5.643.841 membres et en 1931 5.145.168 membres. Mais en 1932 le nombre des syndiqués ne dépassait que de peu quatre millions. Il faut ajouter qu'il existait un mouvement formé par les communistes interdit par l'État dès 1932 et qui ne dépassait pas 160.000 membres (*Rote Gewerkschaftsopposition*).

Officiellement la prise de possession des syndicats en 1933 est justifiée par leur situation financière critique qui ne leur avait plus permis de verser à leurs membres les prestations auxquelles ils avaient droit et le souci de protéger les travailleurs syndiqués dans leur propre intérêt. Ce point est difficilement contrôlable et ne permet pas, au surplus, de comprendre les difficultés juridiques auxquelles a donné lieu la dévolution du patrimoine des syndicats (1) s'il était inexistant. On reprochait en outre aux syndicats leur luxe bureaucratique, leur esprit égoïste, leur désir de chicane, la corruption de leurs chefs.

(1) Voir *infra*, Deuxième partie, chapitre v-II

Ils seraient en fait devenus étrangers à leurs buts primitifs.

La soumission du Secrétaire général des syndicats socialistes Leipert effectuée le 21 mars 1933 (« les grandes associations professionnelles, disait ce dernier, sont conscientes de leur devoir, en ce jour qui pour le pays et le peuple revêt une importance historique ») ne sauva pas les syndicats.

Leur prise de possession fut décidée à la fin du mois d'avril 1933 par le Chancelier. Elle fut réalisée le 2 mai 1933 à dix heures du matin, le lendemain de la première fête du Travail national, qui avait réuni plus d'un million de personnes à l'aérodrome de Tempelhof. Les cellules d'entreprises et les milices nationales-socialistes occupèrent les bâtiments des syndicats et arrêtaient leurs principaux dirigeants. Quelques jours plus tard disparurent aussi les syndicats chrétiens et les autres syndicats.

DEUXIÈME PARTIE

NATURE ET STRUCTURE
DU FRONT DU TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER

LA FONDATION DU FRONT DU TRAVAIL

Après la dissolution des syndicats, la création d'une organisation nouvelle groupant l'ensemble de la communauté des travailleurs est apparue comme moins dangereuse que le maintien des syndicats ouvriers et des syndicats patronaux, ou même la seule présence des cellules d'entreprises nationales-socialistes qui n'auraient pas lutté sans difficulté avec les chefs d'entreprises (1). Dès le 10 mai 1933 s'était réuni à Berlin un comité d'action de 500 délégués ouvriers qui avait décidé la création d'une institution destinée à assurer la constitution unitaire du travail national dans le III^e Reich. Le directeur de ce comité était le Dr Ley.

Les syndicats, les associations ouvrières et patronales furent peu à peu incorporés dans le Front du Travail dont l'organisation et la direction furent confiées au chef de l'organisation du parti, le Dr Ley, ce qui témoignait du désir de rapprocher les travailleurs des conceptions politiques du parti. Déjà, sans succès d'ailleurs, en 1918 avait été tentée de la sorte une collabora-

(1) MANSFELD, *Deutsches Arbeitsrecht*, fév. 1934, p. 34.

tion entre patrons et ouvriers par l'institution de communautés de travail.

Le 27 novembre 1933, le Dr Ley définit le but du Front du Travail en insistant tout particulièrement sur ce que la nouvelle organisation ne reconnaissait pas les anciens classements sociaux : « l'ouvrier doit être placé à côté du patron. Ils ne seront plus séparés par des groupes et des associations servant à la protection spéciale de classements et intérêts économiques et sociaux. La valeur de la personnalité, que ce soit un ouvrier ou un patron, doit l'emporter dans le Front du Travail allemand. On peut seulement gagner la confiance d'homme à homme, mais jamais d'association à association. D'après la volonté de notre *Führer*, le Front du Travail allemand n'est pas le lieu où seront résolues les questions matérielles de la vie quotidienne du travail. On ne cherchera pas à résoudre les divergences naturelles d'intérêts existant entre les travailleurs ».

Le 28 décembre 1933, Hitler déclara qu'il n'admettait plus la présence en face les unes des autres d'organisations professionnelles rivales. Les organisations patronales eurent à prononcer le 1^{er} décembre 1933 leur dissolution et à inviter leurs membres à donner leur démission et à adhérer individuellement aux groupes économiques correspondant à leurs activités respectives. La notion de communauté de travailleurs est ainsi très sensiblement différente de la notion d'association, l'une procède d'une étendue aussi vaste qu'il est possible, l'autre ne comprend qu'une catégorie de personnes.

Le statut légal du Front du Travail est fixé par les ordonnances des 24 octobre 1934 et du 21 mars 1935.

Pour faire face aux diverses tâches qui lui incombent le Front du Travail possède une certaine organisation administrative et financière qu'il y a lieu d'examiner en détail. Il conviendra ensuite de rechercher la nature juridique du Front du Travail.

CHAPITRE II

ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU FRONT DU TRAVAIL

I. RECRUTEMENT

Les membres du Front du Travail se recrutent parmi tous les travailleurs allemands, ouvriers, patrons et artisans quelle que soit leur situation sociale. Il suffit de posséder la qualité de citoyen du *Reich*, ce qui permet aux métis mêmes d'être admis dans le Front du Travail. A l'origine, les jeunes gens devaient avoir fait partie de la jeunesse hitlérienne, mais cette condition a été supprimée. L'adhésion est libre, elle est indépendante de la qualité de membre du parti national-socialiste. Alors que le parti compte moins de quatre millions de membres, le Front du Travail qui le 2 mai 1933 comptait seulement 4 millions 600.000 membres, comprend plus de 20 millions de personnes dont 12 millions 400.000 ouvriers, 8 millions de personnes employées dans les ateliers de l'artisanat ou du commerce ; plus d'un cinquième des membres du Front du Travail sont des femmes ; en outre, bénéficient de prestations les personnes appartenant à des associations rattachées.

En effet, à côté des ouvriers et des patrons, les fonctionnaires et les cultivateurs font partie par l'intermédiaire de leurs associations, du Front du Travail ; ces associations sont rattachées au Front du Travail en qualité de membres corporatifs (*Verbandsmitglieder*). Individuellement, les membres de l'association de Fonctionnaires (*Beamtenbund*) et de l'Office d'alimentation du Reich (*Reichsnährstand*) bénéficient de la plupart des avantages reconnus aux autres travailleurs. Cette situation s'explique par la place spéciale occupée dans la nation par les fonctionnaires : le régime a fait un sort particulier aux cultivateurs et les fonctionnaires sont en liaison directe avec la nation et ne peuvent être considérés comme des travailleurs ordinaires (1).

Un tribunal disciplinaire d'honneur (*Ehren und Disziplinarhof der D.A.F.*) qui a été réuni pour la première fois le 27 avril 1936 (2) doit juger les atteintes à l'honneur et à la discipline des membres du Front du Travail. Il juge conformément à un sentiment « sain de l'honneur allemand » en examinant non les actes eux-mêmes mais l'esprit dans lequel ils ont été accomplis.

Cette protection du sentiment de l'honneur aboutit en fait à supprimer toute liberté de parole et ne permet pas aux membres du Front du Travail d'apprécier l'œuvre accomplie.

Les sanctions peuvent être assez graves, car celui qui est sans honneur s'exclut par là même de la communauté des travailleurs allemands du

(1) SCHUHMANN BRUCKER, *op. cit.*

(2) *Sozialpolitik im neuen Staat. National Zeitung* du 28 avril 1936.

Front du Travail (1) ; il s'ensuit une véritable « mort sociale ».

A été ainsi exclu pour un an du Front du Travail, un employé de Mechingen (Würtemberg) qui avait jeté une saucisse par la fenêtre en déclarant que sa qualité « laissait à désirer ». Cette sanction ne se rapporte pas à l'activité professionnelle ; mais elle doit montrer « qu'il est du devoir moral de tout citoyen allemand de ne pas gaspiller la nourriture » (2).

II. RELATIONS AVEC LE PARTI NATIONAL-SOCIALISTE LES CADRES ET LEUR FORMATION

Si le Front du Travail comprend un grand nombre de personnes qui ne sont pas membres du parti national-socialiste et si le Front du Travail n'a pas de buts politiques directs comme le parti, la direction du Front du Travail appartient plus ou moins directement à des membres du parti national-socialiste ; les relations avec le parti sont réglées par l'ordonnance du 29 mars 1935 pour l'application de la loi du 23 mars 1935 sur l'Unité du parti et de l'État (3).

Le Front du Travail est un membre du parti (*Gliederung*) au sens de cette dernière loi. La direction du Front du Travail appartient au parti national-socialiste. Le chef de l'État-Major du parti, nommé par le chef de l'État et le Chan-

(1) *Deutsche Arbeitskorrespondenz*, 17 octobre 1936.

(2) *Courrier national-socialiste de Stuttgart*, 26 août 1937.

(3) R. BONNARD, *Le Droit et l'État dans la doctrine nationale-socialiste*, p. 121. R. PELLOUX, *Le parti nat.-soc. et ses rapports avec l'État*, p. 18.

celier du *Reich*, dirige le Front du Travail. Les autres chefs doivent en premier lieu être choisis parmi les organisations du parti. Les fonctionnaires et les cadres reçoivent une formation spéciale dans des écoles et des cours dépendant du service d'éducation morale et politique (*politische Schulung*).

Il existe trois degrés différents de cours :

1^o l'École du *Reich* commune au parti et au Front du Travail est située à Bernau. Elle reçoit les chefs de service pour des cours d'un mois et des auditeurs qui ont suivi avec profit les cours des écoles de pays.

2^o les écoles de pays situées à Königswinter, Lobeda près d'Iéna, Plassenburg près de Kulmbach, et Bischwitz près de Breslau, dispensent dans des cours d'une durée de trois semaines un enseignement sensiblement analogue à celui de l'école de Bernau pour les administrateurs du Front du Travail.

3^o chaque région possède en outre plusieurs écoles d'administration régionales.

L'enseignement est en outre donné dans des cours du soir (*Schulungsappele* et *Schulungsabende*) dans les différentes écoles de région et dans les groupes locaux.

Ces cours ne font que reprendre en l'amplifiant et selon des directives différentes, l'œuvre d'éducation syndicale des écoles spéciales pour délégués d'entreprises instituée après le vote de la loi du 4 février 1920 sur les conseils d'entreprise. L'ancienne école confédérale de Bernau est devenue l'école du Front du Travail ; le système des périodes et des cours est identique. La

formation a pour but de combattre les pensées égoïstes, de ressusciter la camaraderie des tranchées. Les thèmes développés sont les thèmes chers au national-socialisme : le sens de la loi sur l'organisation du travail national, la communauté d'entreprises, le conseil de confiance...

Les cours sont suivis de la sorte par tous les chefs du Front du Travail quel que soit leur grade dans la hiérarchie et par tous les membres du Front du Travail qui occupent dans les cadres de celui-ci une fonction spéciale. Nous citerons par exemple les cours destinés aux hommes de confiance pour la prévention des accidents du travail.

Juxtaposées et unies au Front du Travail, les cellules nationales-socialistes d'entreprises, du commerce ou des métiers (*N.S.B.O.* ou *N.S. Hago*), composées uniquement de membres du parti, ont la direction politique et morale du Front du Travail. Les représentants ou plutôt les délégués de ces cellules se rencontrent à tous les étages de la construction du Front du Travail depuis l'organisation centrale jusqu'à l'entreprise. Dans l'usine, en particulier, le délégué (*Betriebszellenobmann*) est un instrument de la politique et de la police aux mains du parti et du Front du Travail. Les chefs d'entreprise n'apparaissent pas toutefois placés au point de vue politique sous les ordres de la cellule nationale-socialiste. En ce sens il existe une décision du Ministre des Postes à propos d'une lettre envoyée à la communauté d'entreprise et remise au patron (1).

(1) *Berliner Tageblatt* du 28 décembre 1934.

Le Trésorier du parti national-socialiste assure aux termes de l'article 5 paragraphe 2 de l'ordonnance du 29 mars 1935 le contrôle financier du Front du Travail.

Le Front du Travail est naturellement organisé d'après les principes du régime national-socialiste : suivant le principe du chef et suivant le principe de l'union personnelle. Le principe du chef s'oppose à toute nomination et à tout contrôle par un pouvoir électif quelconque. Le chef du Front du Travail désigne et révoque donc ses subordonnés. Il est assisté d'un représentant (*Stellvertreter*) qui est à la tête du service de direction (*Führeramt*), de services et de conseils.

III. LES SERVICES

Les services comprennent un état-major du Front du Travail, des bureaux d'administration générale et les bureaux de l'administration centrale. Ces services ont été réorganisés à diverses reprises.

Il est sans cesse procédé à des transformations ou à des suppressions de services : le service de la reconnaissance du travail (*Arbeitsdank*) qui rassemblait les ressources destinées à procurer du travail aux jeunes gens qui viennent de quitter le service du travail a été notamment supprimé le 15 mai 1937.

L'organisation actuelle résulte encore cependant d'une décision du chef du Front du Travail du mois de janvier 1937. Elle a pour but de mettre

les services du Front du Travail en concordance avec ceux de l'organisation du parti pour le *Reich*. L'article 3 de cette décision distingue cinq questions principales traitées par les bureaux du Front du Travail.

1. — La « sécurité de la paix sociale », sous la direction de M. Selzner, qui contrôle les services suivants : groupes économiques du *Reich*, service social, bureau de responsabilité sociale, bureaux de consultations juridiques, bureau de la jeunesse, bureau féminin ;

2. — Le « relèvement de la vie », placé aussi sous la direction de M. Selzner dont dépendent : le service d'éducation professionnelle et de direction d'entreprises, service de la santé publique, service des foyers, le service de la « Force par la Joie » avec le bureau international pour la joie du travail ;

3. — La Trésorerie du Front du Travail, à laquelle est rattaché le bureau d'architecture du Front du Travail ;

4. — Le tribunal suprême disciplinaire et tribunal d'honneur du Front du Travail ;

5. — Les milices d'usines, le bureau du travail du Front du Travail.

Il existe en outre quatre services autonomes :

1. le bureau de la presse ;

2. le bureau de propagande ;

3. l'institut scientifique ;

4. le bureau des services techniques.

L'organisation par groupes d'entreprises est postérieure de quelques mois à la création du Front du Travail. Elle a été rendue nécessaire par l'incorporation au Front du Travail des

associations professionnelles du commerce, de l'artisanat et des métiers. Elle permet de rejoindre les institutions économiques du III^e Reich.

Les groupes d'entreprises sont au nombre de dix-huit : minéraux et métaux, cuir, agriculture, artisanat, commerce, professions libérales, assurances et banques, transports et services publics industriels, mines, papier, impression, chimie, métallurgie, bois, construction, confection, textile, alimentation.

Ces groupes économiques d'entreprises ont pour tâche de représenter la profession en groupant indistinctement les travailleurs : employés et chefs d'entreprise et de résoudre les questions d'ordre professionnel touchant une branche d'industrie. C'est une représentation toute bureaucratique des intérêts professionnels. Chacun des dix-huit groupes d'exploitation du Reich comprend des bureaux correspondant aux services centraux précédemment énumérés : bureau de la jeunesse, de l'éducation professionnelle, de la presse, bureau social, etc... Les questions y sont traitées par les spécialistes d'une branche professionnelle et non d'une manière générale pour l'ensemble du Reich. Ces groupes économiques sont en liaison constante avec le Ministère de l'Économie Nationale.

Cette répartition bureaucratique des problèmes du travail répond au dessein d'éviter les heurts qui pourraient rappeler la lutte des classes. Mais si, selon la conception nationale-socialiste, « organiser veut dire simplifier, simplifier et créer des relations simples », on ne saurait dire que le but semble véritablement atteint.

L'appareil administratif du Front du Travail semble excessivement lourd. Les bureaux du Front du Travail occupent à Berlin plus de quinze immeubles. En les visitant on éprouve l'impression d'être en présence d'une gigantesque bureaucratie ; chaque agent est strictement cantonné dans sa sphère et si aucun agent ne cherche à empiéter sur les attributions de son collègue, la plupart d'entre eux manquent de vues générales sur les problèmes traités. La superposition des organismes ne semble même pas aller sans doubles ou triples emplois. A tous les échelons la liaison avec d'autres services exige la présence d'un personnel considérable. D'une manière générale il faut compter un nombre d'agents très supérieur à celui employé en France à une besogne correspondante. On fait toutefois remarquer que le nombre des fonctionnaires de l'administration centrale du Front du Travail qui s'élève à 7.000 serait bien inférieur à celui des syndicats et que les frais d'administration ne représentent que 18 % des cotisations alors que les frais d'administration des syndicats auraient absorbé 40 % des mêmes ressources.

IV. LES CONSEILS.

Les conseils qui ont un rôle purement consultatif sont la grande et la petite assemblée du travail. La petite assemblée (*Kleiner Konvent*) comprend le directeur du service de direction, le délégué du *Reich* des cellules d'entreprises, le directeur des cellules de métier et du commerce,

un représentant de la corporation alimentaire du *Reich*, un représentant de la ligue des juristes allemands, les chefs des onze services du Front du Travail et des personnalités appelées par le chef du Front du Travail.

La petite assemblée est saisie des questions concernant l'administration des différents services. La grande assemblée a une composition plus large. Elle comprend tous les membres de la petite assemblée, les trente-deux chefs des régions du Front du Travail, les directeurs des groupes d'entreprises, les chefs de circonscriptions du Front du Travail, les chefs de l'économie, les chefs des groupes économiques supérieurs, les commissaires du travail, les délégués dans les circonscriptions économiques, et les personnalités appelées par le chef du Front du Travail.

La grande assemblée est l'organe délibérant du Front du Travail. Sa mission est d'étudier les questions générales et les questions de principe qui lui sont soumises au point de vue professionnel et technique.

La lourdeur de l'appareil bureaucratique apparaît toutefois légèrement diminuée par le second des principes énoncé précédemment : le principe de l'union personnelle en vertu duquel des mêmes personnes occupent des emplois dans l'État et dans le parti, dans le parti et dans les formations du parti.

Le même principe vaut encore pour l'organisation locale.

V. L'ORGANISATION LOCALE.

L'organisation locale correspond à l'organisation locale du parti national-socialiste.

On y trouve une administration de région (*Gauverwaltung*), de cercle (*Kreisverwaltung*) de, groupe local (*Ortsverwaltung*). Le commandant de chaque subdivision administrative, région, cercle ou groupe local dirige à la fois les bureaux d'administration locale constitués à l'image de ceux de l'administration centrale et les groupes d'entreprises locales. Les commandants (*Gauwalter*, *Kreiswalter* et *Ortswalter* du Front du Travail) sont en même temps chefs dans leur circonscription soit des cellules d'entreprises nationales-socialistes, soit de l'organisation nationale-socialiste de l'artisanat, du commerce ou de l'industrie, leurs représentants dirigeant celle des formations à laquelle ils n'appartiennent pas.

Après l'administration du groupe local se rencontrent les plus petites unités du Front du Travail : la cellule de rue, organisme local, et la communauté d'entreprises.

La cellule de rue se subdivise en équipes de rue (*Strassenblöcke*). Elle s'occupe particulièrement des travailleurs qui ne sont pas incorporés dans les communautés d'entreprises des usines à raison de la nature de leur travail, des artisans par exemple. Les équipes de rues forment au surplus un organe de renseignement très précieux pour le parti. Les chefs d'équipes du parti (*Blockleiter*), du Front du Travail (*Blockwarte*), de l'assistance

nationale-socialiste (*Blockwalter*), de la ligue des femmes nationales-socialistes (*Blockfrau*), travaillent ensemble et constituent un véritable directoire de conscience en contact immédiat avec le peuple.

Dans le groupe d'entreprises dirigé par le commandant d'entreprise (*Betriebswalter*) on retrouve les cellules et les équipes, mais ce sont des cellules et des équipes formées à l'intérieur d'une usine ou d'une exploitation quelconques.

Chaque cellule comprend de deux à six équipes, l'équipe de dix à vingt-cinq membres. Dans les cellules d'entreprises on ne trouve que des membres du parti. Les autres employés forment la suite de l'entreprise. Les commandants d'entreprise et les commandants de cellules d'entreprise appartiennent à l'état-major du groupe local.

Il convient de mentionner spécialement la présence à l'échelon inférieur du Front du Travail, dans l'entreprise, de la femme de confiance (*Vertrauensfrau*). Celle-ci peut être ou non « homme de confiance » au sens de la loi sur le régime du travail national du 20 janvier 1934 et dans ce cas, elle en assume les fonctions ; il en est ainsi d'ailleurs dans 80 % des entreprises à personnel mixte et dans toutes les entreprises à personnel féminin. Mais en dehors de toute fonction légale, la femme de confiance est déléguée du Front du Travail, dans l'entreprise et sous les ordres du délégué d'entreprise des cellules nationales-socialistes, elle sert d'intermédiaire entre le chef et le personnel de l'entreprise.

Dans l'entreprise existent en outre parfois des assistantes sociales d'usines (*Soziale Betriebs-*

arbeiterin) dont le nombre doit être multiplié. Ces assistantes, encore très peu nombreuses — on en compte 165 en 1937 — sont formées par le service féminin du Front du Travail ; elles ne doivent pas être, comme les assistantes sociales existant en 1933, de simples instruments du chef d'entreprises ne possédant que des notions d'ordre théorique. Leur mission est d'aider le patron et le conseil de confiance dans leur tâche de prévoyance à l'égard du personnel ; elles sont responsables de leur action devant le service féminin régional du Front du Travail. Dans l'entreprise, l'assistante sociale peut être en outre femme de confiance du Front du Travail et déléguée de la communauté nationale-socialiste la Force par la Joie. Elle est rémunérée par le chef d'entreprise suivant un tarif fixé pour les différentes catégories d'assistantes sociales.

Le recrutement et la formation des assistantes sociales répondent avant tout au souci de posséder un personnel au courant de la vie pratique des entreprises. Les candidates peuvent soit avoir été ouvrières ou employées pendant cinq ans, soit se destiner directement à la fonction d'assistante sociale d'usine.

Dans le premier cas, il leur est recommandé d'avoir exercé les fonctions de femme de confiance ; elles doivent en outre avoir effectué les stages suivants : six semaines de service volontaire du travail, six semaines dans un hôpital, six semaines dans l'œuvre de bienfaisance nationale-socialiste, quatorze jours de camp de service des femmes du parti national-socialiste,

quatorze jours de pratique sous les ordres d'une assistante sociale.

Le délégué des cellules d'entreprise, le chef d'entreprise et le commandant d'entreprises doivent en outre certifier que la candidate possède les qualités requises pour sa fonction.

Les candidates qui n'ont pas fait partie du personnel d'une entreprise reçoivent une formation théorique d'une durée plus longue : cinq à six mois de cours et trois mois de travaux pratiques pendant lesquels elles doivent mener la vie des ouvrières ; puis deux à quatre semaines de stage dans une entreprise et une période de quatorze jours dans un camp du service féminin du Front du Travail.

Pour prévenir l'excès de l'influence bureaucratique dans le Front du Travail, l'accord signé entre le Dr Schacht et le Dr Ley à Leipzig le 21 mars 1935 prévoit que dans toutes les formations du Front du Travail, les chefs d'entreprise et le personnel doivent participer en nombre égal à la présidence des séances et aux délibérations. Des réunions des chefs d'entreprise et du personnel doivent être organisées en vue de permettre une compréhension réciproque des besoins des uns et des autres, l'étude de la situation et des possibilités économiques de chaque entreprise.

CHAPITRE III

LA COMMUNAUTÉ NATIONALE-SOCIALISTE LA FORCE PAR LA JOIE

A côté du Front du Travail, et en étant une émanation, la communauté nationale-socialiste, la Force par la Joie (*Kraft durch Freude*) ou, plus communément par abréviation K.D.F., créée le 25 novembre 1933, a pour tâche « d'éveiller et de rendre actives les facultés spirituelles et l'instinct moral de l'ouvrier allemand ». Cette œuvre est, suivant une des brochures de propagande éditées par le service de la Force par la Joie, « un symbole et un programme de mobilisation culturelle du Peuple qui travaille ».

Cette communauté ne connaît que des membres corporatifs qui paient seuls en cette qualité une cotisation. En dehors du Front du Travail, sont ainsi membres de K.F.D. la Ligue d'Empire des Fonctionnaires, l'Assemblée des Communes allemandes.

Pour une grande part, les services et les Fonctionnaires du Front du Travail se confondent avec ceux de la communauté nationale-socialiste « la Force par la Joie ». Cette union personnelle est réalisée non seulement aux divers

échelons de la hiérarchie mais encore dans les services.

Le Dr Ley, chef du Front du Travail, est à la tête de la communauté nationale-socialiste, la Force par la Joie ; les services d'organisation, de presse et propagande, des finances des deux organismes sont dirigés par les mêmes personnes. Certains services dont le champ d'action ne coïncide pas aussi exactement que les précédents, comme les services d'entr'aide relèvent également du même chef.

L'organisation territoriale se compose comme celle du parti national-socialiste de trente-deux circonscriptions. Il existe enfin huit cents services de cercle avec dix-huit mille postes locaux ; dans les entreprises mêmes existent des gardes d'entreprises ; ces gardes d'entreprises peuvent plus spécialement être chargés d'un service de K.D.F. Le garde des sports, par exemple, doit appeler l'attention de ses camarades de travail sur les avantages qu'ils peuvent retirer de la pratique des exercices physiques.

En ce qui concerne son activité proprement dite, la communauté nationale socialiste la Force par la Joie comprend six sections : la Section des loisirs après la journée de travail (*Amt Feierabend*) ; la Section de l'œuvre d'éducation du peuple allemand (*Amt deutsches Volksbildungswerk*) ; la Section « voyages, excursions, vacances » (*Amt Reisen, Wandern und Urlaub*) ; la Section des Sports (*Sportamt*) ; la section de la Beauté du Travail (*Amt Schönheit der Arbeit*) et la Section troupes d'usines (*Amt Werkscharen*).

CHAPITRE IV

CARACTÈRE JURIDIQUE DU FRONT DU TRAVAIL

Le Front du Travail est un groupement rattaché au parti mais sa véritable nature juridique et le point de savoir s'il possède une personnalité propre font encore l'objet de controverses dont l'intérêt d'ailleurs est d'ordre plus théorique que pratique.

Le Front du Travail n'est pas une corporation de droit public — ce qui correspond aux personnes publiques de droit français — car l'État ne lui reconnaît pas cette qualité. En l'absence d'inscription sur le registre des associations du *Reich* il ne possède pas non plus la qualité d'association pourvue de la personnalité juridique.

L'ordonnance du 29 mars 1935 rendue pour l'exécution de la loi du 1^{er} décembre 1933 pour assurer l'unité du parti et de l'État a décidé dans son article 5, paragraphe 1, que les groupements rattachés au parti pouvaient posséder une personnalité juridique propre, mais la question de savoir si le Front du Travail bénéficie de cette disposition est discutée. Les tribunaux inclinent à voir dans le Front du Travail une association non capable de droit, qui ne pourrait

donc avoir de personnalité propre. Reprenant les théories de Höehn (1) le service juridique du Front du Travail combat ce point de vue ; le principe du chef s'oppose d'une manière générale à la reconnaissance d'une personnalité juridique ayant une volonté autonome puisque le chef existe précisément pour guider la collectivité. Le Front du Travail ne pourrait figurer en réalité dans aucune des catégories juridiques existantes, ce ne serait ni une corporation de droit public, ni une association, mais une nouvelle création juridique.

(1) HÖEHN, *Führer oder Staatsperson*, *D. Jur. Zeit.*, 1935, p. 65 ; BONNARD, *Le Droit et l'État dans la doctrine nationale-socialiste*, p. 113.

CHAPITRE V

ORGANISATION FINANCIÈRE

Le Front du Travail est sans doute la personne la plus riche de toute l'Allemagne ; ses ressources proviennent tant de l'existence d'un patrimoine important que des cotisations des membres.

I. LES COTISATIONS

Le taux des cotisations est donné par le tableau suivant :

Classe	Revenu		Cotisations	
	hebdomadaire	mensuel	hebdomadaire	mensuelle
1	Taxes d'administration qui ne donnent aucun droit aux secours et qui ne sont consenties qu'aux membres du parti.			
2				
3				
3a				
4	Jusqu'à 10	Jusqu'à 40	0,15	1,60
	au delà de			
5	10 15	40 60	0,20	0,80
6	15 20	60 80	0,30	1,20
7	20 25	80 100	0,35	1,40
8	25 30	100 120	0,45	1,80
9	30 40	120 160	0,55	2,20
10	40 45	160 180	0,70	2,80
11	45 55	180 220	0,85	3,40

Classe	Revenu				Cotisations	
	hebdomadaire		mensuel		hebdomadaire	mensuelle
	au delà de					
12	55	65	220	260	0,95	3,80
13	65	75	260	300	1,10	4,40
14	75	90	300	360	1,35	5,40
15	90	105	360	420	1,50	6
16	105	130	420	520	1,90	7,60
17	130	150	520	600	2,25	9
18	150	165	600	660	2,50	10
19	165	185	660	740	2,75	11
20	185		740		3	12
20a						

Cotisations volontaires pour des revenus plus élevés à partir de 15 marks, par échelons de cinq en cinq marks.

Ces cotisations sont exemptes de toutes taxes. Leur taux est réduit de moitié pour les membres des troupes de choc (S.A.) et des sections d'assaut (S.S.). Aucune cotisation n'est exigée des travailleurs pendant la durée du service militaire et du service du travail.

Le taux moyen de la cotisation est de l'ordre de 2 à 2 marks 30 par mois, ce qui représenterait une diminution par rapport aux cotisations exigées par les anciens syndicats ; la cotisation moyenne à eux versée était de 3 marks. Dans un discours prononcé le 7 mars 1935 le Dr Ley a indiqué une cotisation moyenne de 1 mark 47, ce qui représenterait un salaire moyen d'environ 100 marks. En 1936 les cotisations des membres se sont élevées à 32 millions de marks par mois, chiffre officiel donné au Congrès du Parti à Nuremberg en septembre 1937 et qui est sans doute inférieur à la réalité.

II. LE PATRIMOINE

A côté de l'ensemble des cotisations, le Front du Travail possède un patrimoine considérable dont l'origine doit être relevée, car les publications officielles n'en font généralement pas mention. Ce patrimoine est celui des anciens syndicats et des associations disparues qui a été confisqué ou incorporé.

D'une part, le patrimoine des syndicats incorporés, syndicats chrétiens, associations de fonctionnaires, a été fondu par union dans celui du Front du Travail. D'autre part, deux lois des 26 mai et 14 juillet 1933 ont prescrit la confiscation du patrimoine des œuvres communistes et des biens servant des intérêts contraires à ceux de l'État. Aux termes de la loi du 14 juillet 1933 il appartenait au Ministre de l'Intérieur de désigner les biens et les droits destinés à favoriser les menées marxistes ou autres qui devaient être considérées comme contraires aux intérêts du peuple et de l'État. L'intention dans l'emploi des biens justifie donc la confiscation et l'extinction de tous droits qui pouvaient exister sur les objets soumis à cette mesure. Le patrimoine du parti social-démocrate a été ainsi confisqué par une ordonnance du Procureur général près du Tribunal de Berlin de mai 1933; ce haut magistrat a agi « après s'être formé un jugement général sur le patrimoine dont il s'agit ». Mais il ne suffisait pas de confisquer les biens, ils devaient être mis « hors d'état de nuire ». Dans des circulaires de 1933, le Ministre de l'Intérieur

a indiqué qu'il se réservait de prendre une décision définitive sur les objets confisqués. Ceux-ci ont été attribués à des organismes du parti et au Front du Travail en particulier ; ce fut notamment le cas du patrimoine du parti social-démocrate.

Cette attribution a présenté d'abord un caractère de fiducie et le Tribunal supérieur d'Empire, a pu en conclure le 28 février 1934 que le Front du Travail n'assurait pas la continuation des associations dissoutes en ce qui concerne l'affectation du patrimoine, le but du Front du Travail étant absolument distinct de celui des syndicats fondés sur le système de la lutte des classes ; par voie de conséquence le Tribunal a admis que le Front du Travail n'était nullement tenu de respecter l'affectation envisagée par les donateurs ou les fondateurs. Les tribunaux ont ainsi rejeté des actions d'entrepreneurs réclamant des dommages-intérêts à des syndicats pour grèves abusives.

Le sort définitif du patrimoine ainsi confisqué a été réglé juridiquement par une ordonnance du 24 octobre 1934 ; ce texte dans son article 9 indique que le patrimoine remis au Front du Travail constituera un fonds de réserve pour l'entr'aide des travailleurs.

Il n'est pas possible d'apporter des précisions quant à l'importance même du patrimoine ainsi apporté « gratuitement » au Front du Travail. Il comprend à peu près tout le domaine immobilier des anciens syndicats : les maisons du peuple (*Volkshäuser*) du parti social-démocrate appartiennent actuellement au Front du Travail ;

l'imprimerie de la Force par la Joie est l'ancienne imprimerie du journal *Vorwärts*, l'organe officiel de la social-démocratie. Il apparaît utile de souligner que le service juridique du Front du Travail dans le rapport annuel présenté pour l'année 1935 a indiqué avoir fourni un très gros travail en vue d'arriver à « la liquidation de ce patrimoine ». Il ressort enfin des documents officiels que le Front du Travail posséderait près de huit cents immeubles à usage de bureaux ou de locaux d'habitation, cent quarante-trois entreprises dont de nombreuses imprimeries, trente-deux auberges de vacances et une vingtaine d'écoles. La valeur du patrimoine actuellement possédé par le Front du Travail est évalué à trois cent millions de marks dans le rapport sur les prestations du Front du Travail au Jour du Parti en 1936. quatre-vingts millions de marks seraient liquides. Il existerait un fonds de réserve de plus de dix millions de marks (?).

A côté des ressources précédentes il convient de mentionner, car ils contribuent à faciliter la réalisation des œuvres du Front du Travail dans une très large mesure les « dons gratuits » plus ou moins volontaires des chefs d'entreprises qui manifestent ainsi leur compréhension du sentiment de communauté qui unit patron et ouvriers. De nombreux patrons (1) apportent ainsi de leurs propres deniers des améliorations à leur usine dans l'intérêt des ouvriers ; ils créent des caisses de vacances, donnent de l'argent pour des soirées de camaraderie, souscrivent des assu-

(1) Presque tous les jours l'*Angriff* donne en exemple ces patrons modèles, voir notamment l'*Angriff* des 15 et 28 mai 1937.

rances au nom de leur personnel. Les ouvriers à leur tour construisent après leurs heures de travail des piscines, des stades, des lieux de repos.

Le service de certaines prestations est aussi parfois assuré plus ou moins gratuitement. En 1936, 2.071 médecins se sont mis volontairement à la disposition du Front du Travail ; un grand nombre d'entre eux ont offert bénévolement leurs services pendant un mois.

Le simple budget du Front du Travail ne suffit donc pas, en admettant que les chiffres cités par les dirigeants soient exacts, à donner une idée réelle des ressources dont dispose l'ensemble de l'œuvre et de son champ d'activité en matière sociale. Il faut enfin ajouter, et ceci représente un avantage pécuniaire important, qu'en vertu de la loi du 15 avril 1935 (1) les propriétés possédées par le Front du Travail sont exemptées d'impôt foncier.

III. LE BUDGET DU FRONT DU TRAVAIL.

La répartition des dépenses entre les différentes sections et les différentes œuvres du Front du Travail *dépend entièrement du Dr Ley*.

Les frais d'administration représentaient 80 millions de marks par an, soit 18 % des seules cotisations qui s'élèvent annuellement à 384 millions en 1936-1937. L'importance du nombre des fonctionnaires a déjà été soulignée ; on en trouve

(1) *Reichsgesetzblatt*, 1935, I, 508.

sept mille à l'administration centrale dont près d'un millier sont occupés aux services financiers du Front du Travail (Trésor, budget et administration du patrimoine). Les émoluments du personnel sont plus importants à l'administration centrale qu'en province où ils sont relativement faibles. Un grand nombre de fonctionnaires subalternes, 120.000 personnes, d'ailleurs ne sont pas payés et travaillent bénévolement, à titre « honorifique ».

Neuf millions de marks sont en outre consacrés à l'éducation « morale » des fonctionnaires politiques.

D'après les pièces officielles, notamment d'après les discours du Dr Ley, le autres dépenses ont été réparties de la sorte en 1934 : quatre-vingt millions ont servi à allouer des secours aux ouvriers (secours en cas d'invalidité, d'accidents, de vieillesse, de chômage). En 1936 le chiffre des secours a atteint 109 millions ; le service des consultations juridiques a coûté 12 millions.

Six millions ont servi à créer et à faire fonctionner des bureaux d'hygiène populaire destinés à diffuser les mesures préventives en particulier contre les maladies professionnelles.

En 1934 quarante millions ont été consacrés à l'enseignement professionnel dont 18 millions pour l'instruction professionnelle proprement dite, 18 millions pour la presse professionnelle, 4 millions pour les concours professionnels et l'éducation de la jeunesse. Ce chiffre a été porté à 60 millions en 1936.

Les œuvres sociales dans les entreprises

auraient été subventionnées à concurrence de 8 millions de marks.

Hors budget le Front du Travail aurait payé 22 millions de marks à titre de subventions pour les congés dans les mines, la création d'abris pour les ouvriers travaillant à la construction des autostrades, l'œuvre du secours d'hiver.

Cent millions auraient été employés pour la construction de cités-jardins et versés à cet effet à la banque du travail.

Le budget du Front du Travail n'aurait prévu en 1934 qu'une allocation de 20 millions de marks à la communauté nationale-socialiste « La Force par la Joie ». Cette communauté doit le plus rapidement possible équilibrer par ses propres moyens son budget dont les dépenses annuelles s'élèveraient actuellement à plus de 100 millions de marks et ne plus recevoir de subvention du Front du Travail. Celle-ci n'a été que de 17 millions en 1935 et 15 millions en 1936. Il importe en effet de remarquer que si les cotisations ou les droits perçus sur les adhérents sont faibles, le principe d'une taxe spéciale a été maintenu comme étant le seul de nature à provoquer un effet personnel du travailleur.

IV. LES DÉPENSES DE PROPAGANDE

Le total des dépenses précédemment énumérées ne permet pas de retrouver — et de beaucoup — le chiffre des cotisations annuelles : 300 millions de marks en 1935 et 350 millions de marks en 1936. Si l'on souligne complaisamment que

l'absence de grèves permet d'employer toutes les cotisations en prestations positives alors qu'auparavant une grosse partie des ressources des syndicats formait un fonds de réserve destiné à soutenir les grèves, il n'est nulle part fait mention des sommes considérables qui doivent être utilisées pour la propagande servant les œuvres du Front du Travail. Cette propagande s'adresse d'ailleurs aussi bien au public allemand qu'au public étranger. Elle s'exerce d'une manière incessante à l'intérieur de l'Allemagne par les moyens les plus divers : tracts, journaux, réunions en vue d'aider à la réalisation de cette communauté populaire indispensable dans un État conduit par un chef ; elle vise non seulement à faire connaître tous les avantages que le Front du Travail réserve à ses membres, mais encore à faire pénétrer des idées politiques qui dépassent singulièrement le domaine des activités strictement professionnelles. La part faite à l'armée, à la flotte et à l'aviation dans la presse professionnelle ne peut que frapper celui qui parcourt l'ensemble de ces journaux. De cette propagande à l'usage interne, on passe insensiblement à la propagande à l'usage de l'étranger. Les services de Presse et de Propagande travaillent d'ailleurs en commun, ils fournissent de nouvelles la presse étrangère et renseignent sur les impressions que produit l'œuvre du Front du Travail à l'étranger ; ils font aussi passer des communiqués sur tous les sujets d'ordre social dans la presse allemande.

L'organisation de la Force par la Joie a créé un bureau international dont l'activité est con-

sacrée à l'étude des problèmes concernant les loisirs, l'histoire du mouvement en faveur des loisirs, l'organisation des loisirs dans les différents pays. Ce bureau édite une très luxueuse revue illustrée dont les articles sont publiés en cinq langues. Son prix de revient chez l'imprimeur est au moins égal au double de son prix de vente : 1 mark. On ne saurait au surplus affirmer avec certitude que cette revue trouve de nombreux acheteurs... mais c'est un merveilleux moyen de propagande, non pas tant pour les œuvres sociales du III^e Reich dont il est peu question que pour le régime lui-même et l'Allemagne. La lutte contre le bolchevisme y occupe une place importante et si l'ouvrage de M. Gide sur la Russie a été, comme toutes les œuvres de cet auteur, interdit en Allemagne, la revue a publié avec une satisfaction évidente la photographie d'un article du *Matin*, reproduisant des passages du livre il dont s'agit sur la Russie qui ne pouvaient que remplir d'aise les dirigeants du parti national-socialiste.

A cette propagande il faut rattacher les voyages à l'étranger organisés soit dans un but de récréation, soit dans un but de formation professionnelle et les voyages conduisant les travailleurs allemands dans les régions frontalières (*Grenzdeutschum*). La conservation de l'idée allemande et sa diffusion sont servies par les œuvres du Front du Travail.

Les cotisations des travailleurs sont ainsi utilisées pour la propagande générale de l'Allemagne dans le monde.

Il faut enfin ajouter que le Front du Travail

aide encore pécuniairement certaines œuvres qui tiennent à cœur à ses dirigeants et qui ne peuvent être rangées dans la sphère d'activité normale du Front du Travail. Tel est le cas des châteaux-forts ou séminaires de l'ordre (*Ordensburgen*) offerts au *Führer* au nom des travailleurs allemands par le Front du Travail et destinés à la formation des futurs chefs du parti ; ils dépendent du Dr Ley en qualité de *Reichsorganisationsleiter* du parti.

Le Front du Travail participe aussi à la création de chemins cyclables qui sont utilisés par les travailleurs tant pour se rendre à leurs lieux de travail que pour voyager en profitant de leurs loisirs. Le Front du Travail en 1937 a ainsi subventionné un programme de construction de 38.000 kilomètres de ces chemins.

V. LA BANQUE DU TRAVAIL

Un exposé de l'organisation financière du Front du Travail ne serait pas complet s'il n'y était pas fait place à la Banque du Travail allemand.

Cette banque du travail allemand (*Bank der deutschen Arbeit*) s'est substituée à la banque des travailleurs, employés et fonctionnaires fondée en 1924 avec un capital de 750.000 marks porté par la suite à 12 millions de marks. Cette banque était principalement une caisse d'épargne pour les travailleurs syndiqués, elle avait pour but d'empêcher l'argent de ces derniers et les réserves des syndicats, de financer

des entreprises capitalistes, aussi consentait-elle principalement des prêts pour la construction de cités-jardins et d'habitations à bon marché. Elle était, lors de l'avènement du III^e *Reich*, la troisième association coopérative de constructions.

Actuellement la banque du travail allemand a un capital supérieur à celui de l'ancienne banque, mais elle a perdu son caractère de caisse d'épargne ; elle aide toujours à la politique des logements et doit voir son champ d'action s'étendre avec l'institution des prêts aux artisans accordés par le Front du Travail.

Mais l'importance de la Banque du Travail provient de ce que le Front du Travail y dépose ses recettes ; une grosse partie du patrimoine : 80 millions de marks environ serait constituée par de l'argent liquide. De telles ressources immédiatement réalisables n'ont pas été sans attirer des convoitises. Il a été récemment question à ce sujet soit d'une fusion avec la *Reichsbank*, soit, ce qui apparaît plus probable, d'un contrôle par cette dernière banque.

TROISIÈME PARTIE

L'ACTION DU FRONT DU TRAVAIL

TITRE I

L'ACTION SUR LE TRAVAILLEUR DANS LE CADRE PROFESSIONNEL

En premier lieu le Front du Travail exerce son action sur le travailleur ou le futur travailleur et sur l'entreprise. Il doit agir en sorte que tout homme occupe la place qui doit lui revenir à raison de ses capacités. L'action dans l'entreprise déborde le cadre du travail proprement dit ; elle se propose d'assurer la paix sociale par une protection — ce terme étant entendu dans un sens très large — du travailleur et par une action sur l'entrepreneur qui doit veiller au sort de ses ouvriers et employés.

CHAPITRE PREMIER

L'ACCÈS AU TRAVAIL

Il convient de relever d'abord l'effort tenté en vue de faciliter l'accès au travail. Cet effort se présente sous un triple aspect : la formation professionnelle des jeunes travailleurs, le perfectionnement de la main-d'œuvre existante, la rééducation professionnelle pour le reclassement

des chômeurs. Par la puissance des moyens mis en œuvre et leur concentration, l'effort est certainement plus considérable que celui des anciens syndicats ; cependant ceux-ci étaient particulièrement soucieux de l'éducation professionnelle de leurs membres et la plupart des bâtiments utilisés sont ceux qui étaient destinés à cet usage par les syndicats.

I. L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Une section scientifique du service de l'éducation professionnelle constitue un service de statistiques qui permet de connaître les professions encombrées, celles qui manquent de main-d'œuvre qualifiée pour les années à venir. Ces statistiques suivent année par année les personnes actuellement employées dans les diverses professions. Doté d'un personnel abondant, ce service a pu dresser des tableaux pour les différentes régions et les différentes villes du *Reich*. Il permet ainsi de diriger les jeunes gens selon la génération à laquelle ils appartiennent de préférence vers tel ou tel métier, de créer en conséquence les cours professionnels nécessaires et de prévenir de la sorte bien des déceptions.

Mais l'orientation professionnelle ne doit pas être entendue en un sens aussi absolu. Il faut aussi découvrir si le jeune homme sera capable de recevoir un enseignement d'où l'existence à l'école, sous l'impulsion du Front du Travail, de cours préparatoires à l'enseignement professionnel proprement dit. Sous l'influence du service

d'éducation professionnelle, les dispositions du futur ouvrier sont recherchées plus intuitivement que scientifiquement : la méthode des tests et des épreuves psychotechniques a été abandonnée ; elle est actuellement remplacée par une formation à la Robinson (*Robinsonerziehung*). Vers quatorze ans les jeunes gens doivent exécuter au moyen d'instruments très simples : marteaux, limes et ciseaux, des objets en bois ou en papier. Les résultats obtenus selon les préférences marquées pour le bois ou le fer indiqueraient une impulsion créatrice ou une mentalité disciplinée.

Il appartient ensuite à l'enseignement professionnel puis à l'apprentissage d'intervenir, l'apprentissage étant nettement distinct de l'enseignement professionnel, l'un se donnant auprès de l'usine et dans l'usine, l'autre uniquement à l'école.

Qu'il s'agisse d'enseignement professionnel ou d'apprentissage, les directives qui président à l'enseignement sont émises par le service d'éducation professionnelle du Front du Travail qui étudie la psychologie du travail, recherche les meilleures méthodes au point de vue de l'éducation et de l'application notamment à l'école DINTA de Düsseldorf qui poursuit les recherches sur le sens du travail et les méthodes permettant au travail d'être efficace (1). Les méthodes préconisées sont répandues par des ingénieurs qui reçoivent un enseignement spécial. Cette école au mois de juillet 1937 a commencé une enquête

(1) Ordonnance du Dr Ley du 26 juillet 1933 sur l'école Dinta.

sur les conditions de vie de trois mille ouvriers choisis dans huit cents localités différentes et dont le revenu ne dépasse pas trente-cinq marks par semaine.

Le service central étudie des plans de formation pour toutes les catégories de professions. Il met à la disposition des maîtres qui ne sont parfois que des ouvriers ou des contremaîtres peu préparés à enseigner un matériel considérable, comprenant des exposés, des collections de tableaux documentaires, des photographies, des films. Ce matériel est classé au service central par groupes d'entreprises du *Reich*. L'enseignement ne tend pas vers une spécialisation systématique ; il veut, pour chaque profession fondamentale, faire comprendre comment chaque métier s'incorpore dans l'ensemble de l'économie. On montre à cet effet aux élèves le développement historique du métier et le sort de la matière première depuis son origine jusqu'à la fabrication de l'objet ; ainsi pour les élèves qui se destinent aux métiers du bois, il existe des films éducatifs devant illustrer des exposés sur les forêts de l'Allemagne, les principales sortes de bois, le régime économique des forêts allemandes, la vie de l'arbre et la naissance du bois.

Dans l'apprentissage il ne sera pas fait usage de machines les plus modernes mais de machines anciennes afin d'étudier et de faire saisir les difficultés de la fabrication.

Le Front du Travail qui pose de la sorte les normes selon lesquelles doit être formé le travailleur n'assume que plus ou moins directement sa formation.

D'une part il possède et dirige certaines écoles professionnelles ; le droit de les ouvrir lui est reconnu en tant qu'association rattachée au parti ; juridiquement ce droit est comparable à celui que détiennent les Églises en vertu d'accords passés avec la puissance publique en vue de leur permettre de posséder des écoles (1). Mais la plupart des écoles professionnelles sont encore des écoles d'État. Le Dr Ley a cependant annoncé en 1936 son intention d'ouvrir des écoles professionnelles du Front du Travail dans chaque région, une école d'Empire et plusieurs écoles ambulantes.

D'autre part à côté de cette action directe il faut noter la surveillance que le Front du Travail exerce sur l'ensemble des écoles professionnelles, les contributions qu'il verse pour l'institution de cours d'apprentissage dans les différentes usines, la création de cours du travail, la formation des maîtres de l'enseignement professionnel dans les écoles normales, l'organisation de voyages d'études professionnelles. Ainsi décrite, l'influence semble complexe, l'éducation professionnelle qui ne se présente d'ailleurs pas sans un aspect très cohérent est en voie de réorganisation, a-t-il été annoncé dans un discours du Dr Ley du 28 septembre 1936. Une nouvelle loi sur cette matière est d'ailleurs en préparation depuis 1930.

Dans chaque circonscription il existe des écoles qui distribuent un enseignement d'ordre pratique pendant un certain cycle dont la durée

(1) *Die Partei als Schulträger*, *Gazette de Francfort* du 20 octobre 1935.

varie avec l'ordre de l'enseignement. Les cours ont lieu le soir et le dimanche pendant les loisirs des travailleurs ; ils ne sont pas gratuits en vue d'exiger un effort personnel des auditeurs. A côté de ces cours assez généraux, des matières spéciales sont enseignées aux meilleurs élèves qui font des stages dans les écoles de maîtres ou les écoles supérieures techniques. Tous ces cours tendent à améliorer la formation du travailleur et lui permettre d'être ainsi rangé dans une classe de salaires plus élevée ; pratiquement d'ailleurs, l'ascension du travailleur qualifié se heurte à des difficultés tenant à la législation du travail et à la « fidélité » qu'il doit à son chef d'entreprise (1).

Les groupes d'entreprises du *Reich* possèdent des écoles techniques spéciales. Il existe même 4.500 entreprises d'exercice (*Uebungewirtschaften*), particulièrement dans le commerce, à l'image des entreprises réelles ; quelques-unes de ces entreprises fonctionnent à l'étranger : ce sont des firmes fictives qui complètent l'école professionnelle et l'apprentissage et qui font passer les jeunes gens de l'étude de la théorie à celle des problèmes pratiques. Elles dépendent du service de la jeunesse du Front du Travail.

L'organisation des cours est une tâche considérable qui est en principe décentralisée à l'échelon région et à l'échelon communauté d'entreprise. L'œuvre éducative est complétée par des voyages d'information scientifique ou d'éducation économique dont l'objet est de permettre

(1) Jacques DOUBLET, *Le devoir de fidélité entre ouvriers et patrons du III^e Reich, L'Allemagne contemporaine*, novembre 1937.

au travailleur de voir plus loin que l'ouvrage qu'il accomplit lui-même, d'assister à toutes les phases de la production, de connaître de la sorte l'ensemble de sa profession et de comprendre les services qu'elle rend à la communauté. Les jeunes travailleurs du bois sont ainsi promenés pendant huit jours de la forêt à la luxueuse fabrique de meubles. Ils apprennent à distinguer les différentes sortes de bois, leurs avantages et leurs inconvénients. En 1935 divers groupes professionnels accomplirent 324 voyages groupant près de neuf mille participants.

Il est difficile de porter un jugement sur la nature des résultats obtenus par ces cours qui se multiplient sans cesse dans tous les domaines. On ne peut savoir si le développement de l'esprit de camaraderie n'a pas trop tendance à nuire à cette formation qui par ailleurs semble excessivement primaire, alors même qu'elle est donnée avec un aspect de culture générale.

La grandeur de l'effort accompli ne saurait cependant être méconnue. D'après les statistiques officielles en 1934 le Front du Travail a organisé 87.000 séances réunissant plus de 5 millions $1/4$ de participants, et 18.000 cours s'étendant au moins sur un trimestre et dont les leçons avaient une durée minima de deux heures ont été fréquentés par 520.000 auditeurs. En 1935 plus de 2 millions $1/2$ d'auditeurs ont assisté aux séances qui se décomposent ainsi :

16.973 cours

193 cours de fin de semaine ;

3.248 séances de formation ;

600 exposés ;

18.715 exposés techniques ;

2.459 visites ;

3.714 expositions.

Le Front du Travail aurait dépensé de la sorte 30 millions de marks pour l'enseignement professionnel.

La tâche du Front du Travail en cette matière ne se limite d'ailleurs pas à l'ouvrier ou à l'employé. Le service de l'éducation professionnelle renferme une section pour la conduite des entreprises (*Abteilung für Betriebsführung*). Les commissaires du travail, les administrateurs de région, les employeurs peuvent demander à cette section de mettre à la disposition des entreprises qui rencontrent des difficultés techniques dans l'organisation du travail des ingénieurs qui étudient les mesures susceptibles d'assurer le meilleur rendement d'une entreprise. En fait ce service n'a guère été utilisé jusqu'à présent que pour l'agencement de certains services publics. L'école DINTA est aussi chargée de la formation des chefs d'entreprise en ce sens qu'elle peut les obliger à suivre des cours et avertir le Front du Travail si, dans une entreprise, l'esprit du travail en commun semble menacé.

Un service spécial pour les sciences techniques (*Amt für technische Wissenschaften*) a pour tâche principale l'éducation des ingénieurs en vue de les rendre capables d'être par la suite des chefs d'entreprise animés de l'esprit national-socialiste.

Les employeurs doivent aussi suivre des cours destinés à leur donner des directives judicieuses sur la conduite de leurs entreprises. En réalité il s'agit d'expliquer l'application de la doctrine

du parti national-socialiste à des cas particuliers. En 1937, on relève par exemple, dans les cours professés dans le groupe d'entreprises « commerce », les objets suivants : travail et armée comme principe fondamental de la nation — la politique commerciale dans l'esprit national-socialiste.

En dehors des cours la formation technique est enfin assurée par la diffusion de la presse professionnelle. Celle-ci comprend des journaux qui publient des articles d'ordre général comme *Arbeitertum* et *der Aufbau* et quatre-vingt-six journaux techniques qui paraissent mensuellement avec un tirage de plus de dix millions d'exemplaires. Chaque membre du Front du Travail reçoit l'édition qui correspond à sa spécialité.

II. LA RÉÉDUCATION PROFESSIONNELLE

La rééducation professionnelle est considérée comme une des tâches les plus importantes du III^e Reich. Le Dr Ley a prétendu qu'il existait en 1937 plus de trois millions et demi de travailleurs qui ne se livrent pas au travail pour lequel ils ont des aptitudes marquées. Cette masse de travailleurs a le sentiment de sa pénible situation ; il y a lieu de faire disparaître son mécontentement. D'où l'effort tenté pour rééduquer les chômeurs et diriger les travailleurs vers les métiers qu'ils ont dû abandonner à raison des circonstances économiques.

Cette œuvre de rééducation professionnelle

est réalisée, suivant la conjoncture, dans toute l'Allemagne au moyen de cours d'une durée de plusieurs semaines distribués dans des camps ou des usines.

Le premier de ces camps (*Umschulungslager*) a été ouvert le 8 mars 1934. Depuis le mouvement a été amplifié. C'est ainsi que le groupe d'entreprises Fer et Métal utilise à cette fin plusieurs usines à Altona, Kiel, Lübeck et aux portes de Dresde (1). L'usine d'Altona-Behrenfeld avait en décembre 1936 instruit plus de 30.000 travailleurs par contingents de 1.600. A Dresde 300 élèves reçoivent un enseignement analogue à celui qui est donné aux apprentis, ils ne sont pas payés mais touchent en dehors de l'allocation de chômage une petite indemnité de déplacement.

La durée des cours dépend évidemment de la nature de la profession ; dans l'exemple précédemment choisi elle est fixée à treize semaines à raison de huit heures de travail pendant cinq jours. Mais le cycle peut s'étendre sur un temps plus long : un an, un an et demi, ce qui est le cas pour les industries du bâtiment. Il est alors prévu qu'après un certain délai les participants aux cours, tout en restant soumis à une direction pédagogique, pourront coopérer à certains travaux (2).

(1) *Angriff* du 23 mai 1937.

(2) Nous ne possédons aucun renseignement sur l'efficacité pratique de cette rééducation qui semble être poursuivie sur une très large échelle en Allemagne. Nous tenons cependant à préciser que le Ministère du Travail français s'est également attaché à l'étude de cette question et que les résultats pratiques se sont avérés très décevants. Dans les métiers manuels la rééducation paraît impossible dès que le sujet a dépassé un âge très jeune et elle entraîne des frais considérables.

Il convient en outre d'ajouter que le tableau de la conception du monde suivant la doctrine du parti national-socialiste, l'histoire du parti, la biographie du *Führer*, les théories de la race et l'éducation physique semblent occuper dans les camps de rééducation une place aussi importante que l'enseignement pratique et l'enseignement professionnel. Une telle répartition du programme s'expliquerait par la nécessité d'élever les travailleurs au sentiment de « l'homme allemand » par la culture commune et de les détourner de l'alcool et du tabac pour accroître leur confiance en eux-mêmes (1).

III. LES CONCOURS GÉNÉRAUX PROFESSIONNELS

Un tel exposé serait incomplet s'il n'était fait mention des concours généraux professionnels réservés pour le moment à la jeunesse, mais auxquels doit être dans un proche avenir convié à participer l'ensemble de la population laborieuse du *Reich*. Ces concours, dont l'idée aurait pris naissance au sein même de la jeunesse, sont organisés chaque année par le service de la jeunesse du Front du Travail en collaboration avec le chef de la Jeunesse du *Reich*. Ces concours sont l'occasion d'une véritable mobilisation de la jeunesse travailleuse du *Reich*, y compris les cultivateurs et les étudiants. Ils sont ouverts à partir de la deuxième année d'apprentissage aux jeunes gens et jeunes filles âgés de quinze ans ;

(1) D^r DAESCHNER, *Die deutsche Arbeitsfront*, p. 27.

ne peuvent plus y participer lorsqu'ils ont atteint leur dix-huitième année que les jeunes gens se destinant à des professions commerciales et toutes les jeunes filles, ces deux dernières catégories pouvant alors affronter les épreuves des concours jusqu'à l'âge de vingt et un ans. Les concurrents peuvent être aussi bien des apprentis que des jeunes gens à la recherche de leur voie. Cependant la préférence est donnée dans le choix des participants aux membres de la jeunesse hitlérienne, des sections de jeunes filles hitlériennes, des troupes d'assaut et des troupes de choc, aux concurrents des précédents concours, aux auditeurs des cours de perfectionnement professionnel (1).

Le concours professionnel du *Reich* est marqué par trois concours successifs : concours local (*Ortsberufswettkampf*), concours régional (*Gau-berufswettkampf*), concours général (*Reichsberufswettkampf*). La durée totale du concours est d'une année, dont quatre mois de préparation, quatre mois pour le concours et quatre mois pour l'enseignement à tirer des résultats.

Les séries d'épreuves sont spéciales à chaque catégorie de profession et à chaque année d'apprentissage. Mais le programme du concours est très vaste en ce sens que les questions politiques et les concours sportifs n'en sont pas bannis. Les performances sportives du concours professionnel doivent être au moins égales à celles exigées pour avoir droit à l'insigne sportif de la jeunesse

(1) Le service social et la communauté ; l'éducation de la jeunesse allemande à la communauté dirigée par la « Jeunesse d'État » par l'*Obergebietsführer* Axmann.

hitlérienne. Les jeunes filles doivent en outre satisfaire à des épreuves d'ordre domestique. Les épreuves pratiques se déroulent dans les entreprises mêmes, les commerçants mettant par exemple leurs boutiques à la disposition du Front du Travail. Il y a lieu de relever qu'en dehors de la composition d'ordre politique portant sur les conceptions mêmes du régime, les épreuves techniques, dans la mesure du possible, sont en rapport étroit avec les tendances du parti national-socialiste. Les sujets techniques et les sujets d'arithmétique du concours général de 1937 avaient pour thème général la lutte contre la perte et le gâchis, qui constitue un des motifs du Plan de quatre ans. La composition de troisième année de la branche commerce était intitulée « le travail du vendeur au service de la communauté nationale-socialiste » ; celle de la branche « cuir » : la communauté d'entreprise.

Actuellement les neuf dixièmes de la jeunesse prennent part à ces concours : 1.800.000 jeunes gens ont subi en 1937 les épreuves des concours locaux. Le concours général du *Reich* qui a lieu à Munich a ressemblé en 1937 trois mille deux cents concurrents ; il est précédé, la veille des épreuves, d'une fête solennelle devant la *Feldhernhalle* et d'un serment de fidélité au *Führer* ; il est suivi d'une soirée de camaraderie après les épreuves. Les premiers d'entre les concurrents, les vainqueurs du *Reich* (*Reichsieger*) pour chaque communauté d'entreprise reçoivent une bourse de mille marks pour continuer leurs études et sont présentés au *Führer* le 1^{er} mai.

La situation sociale des familles des jeunes lauréats est intéressante à noter : En 1936, 18 % de ces jeunes gens avaient leur père chômeur, 36 % provenaient de familles de travailleurs manuels, 22 % de familles d'artisans, 22 % de familles de fonctionnaires et 12 % de familles de commerçants ou de professions libérales. 16 % des jeunes gens appartenaient à des familles de plus de cinq enfants.

Par la mise en scène, par les fêtes qui l'accompagnent pendant une semaine jusqu'à la proclamation des résultats, ce concours général, précédé autrefois inconnu et banni de la pédagogie allemande, se rattache aux manifestations de masses que le III^e Reich se plaît à organiser. Il s'agit plus d'une propagande en faveur du régime que d'un tournoi destiné à assurer l'avenir des meilleurs fils de l'Allemagne et à chercher des chefs pour les jeunes générations.

CHAPITRE II

LA TUTELLE SUR L'ENTREPRISE.

A côté de l'activité très nette dans le domaine purement professionnel telle qu'elle vient d'être analysée précédemment, il en existe une autre beaucoup plus diffuse sur les membres des entreprises. Il s'agit d'une action continue qui se rencontre dans les domaines les plus variés qui est caractérisée par une protection de tous les instants accordée au travailleur et qui tend à assurer la paix sociale par divers moyens. Elle

protège le travailleur par une véritable tutelle sociale, tutelle qui a pour conséquence d'empêcher le travailleur et le Front du Travail de discuter les questions de salaire mais qui vise à accroître le bien-être de l'ouvrier à l'usine et à le conseiller.

Dans cette action sur le lieu du travail doit être rangée la propagande politique et l'éducation morale à l'usine.

On peut ainsi étudier successivement l'éducation politique réalisée par le Front du Travail, l'œuvre d'hygiène, le service juridique et le service féminin du Front du Travail.

I. L'ÉDUCATION POLITIQUE

L'éducation politique est une des tâches principales du Front du Travail. Elle tend à faire pénétrer dans les masses ouvrières plus ou moins ralliées au régime le dogme, la doctrine du parti national-socialiste. Pour atteindre ce but, les moyens employés sont divers ; l'organisation même du Front du Travail en est un puisque pratiquement aucun travailleur allemand ne se tient et ne peut se tenir à l'écart de cette association qui rassemble tous les travailleurs encadrés par une puissante bureaucratie des membres du parti.

Cette éducation politique est l'œuvre notamment de la presse, des rapports d'entreprise et des pelotons du travail. Elle doit être distinguée de la formation politique directe proprement dite (*politische Schulung*) qui ne s'adresse qu'aux

cadres, c'est-à-dire aux fonctionnaires du Front du Travail et non aux membres des entreprises.

A. *Les rapports d'entreprises.*

Les rapports d'entreprise (*Betriebsappelle*) sont un des moyens qui, au même titre que les réunions, les marches en commun et les jours régionaux, apparaissent indispensables pour réaliser la communauté populaire. Ce sont des réunions de tous les membres de l'entreprise, employeur et employés, tenues à intervalles plus ou moins réguliers. Elles constituent parfois un moyen de reprise en main d'un personnel (1) qui, au garde-à-vous, avant de défiler, écoute les discours du chef d'entreprise ou du commissaire du travail. Ces rapports ont également lieu dans certaines circonstances solennelles comme lors de la mort d'un ouvrier.

Les thèmes des harangues sont les thèmes habituels : le directeur du cirque Busch en mai 1937 avant le départ de son établissement de Berlin a ainsi parlé de la vraie camaraderie nécessaire pour accomplir un véritable travail en commun (2). Le commissaire spécial du Travail pour la navigation, lors du départ d'un paquebot, a réuni tout l'équipage afin de lui exposer les grandes lignes de la législation sociale du travail (3).

(1) WERNERT, *L'art dans le III^e Reich. Une tentative d'esthétique dirigée.*

(2) *Angriff* du 19 mai 1937.

(3) *Angriff* du 15 mai 1937.

B. *Les pelotons du travail.*

A l'occasion des cérémonies réunissant le personnel de l'entreprise, des fêtes de camaraderie, des fêtes sportives, des excursions en groupes et particulièrement des appels ou rapports d'entreprises, les pelotons du travail ou troupes d'usines (*Werkscharen*) jouent un rôle particulièrement important. Ces pelotons encadrent leurs camarades de travail et doivent aider à la diffusion et à la pénétration des idées nationales-socialistes, eux seuls, d'ailleurs, recevant à cet effet dans des écoles une formation spéciale.

Les pelotons du travail se recrutent volontairement parmi les travailleurs âgés de dix-huit à vingt-cinq ans, membres ou non du parti national-socialiste, qui appartiennent au Front du Travail. Ce sont « les soldats du travail ». Le soldat étant, conformément aux vues générales de l'éducation nationale-socialiste, un homme qui sait à qui il obéit, un homme qui se sent le soldat d'une idée concrète, le missionnaire d'une donnée historique (1).

A l'origine les pelotons du travail veillaient particulièrement au maintien des usages dans les entreprises et des coutumes locales ; ils participaient aux fêtes des usines, aux chœurs. Mais leur caractère a nettement évolué : l'éducation politique, sportive et militaire a pris le dessus sur « le développement culturel de la vie labo-

(1) Conférence du professeur Baeumler à Berlin le 12 juin 1933.

rieuse ». Grâce aux pelotons du travail le parti national-socialiste a noyauté les travailleurs plus ou moins hostiles au régime, a encadré une catégorie de la population dans laquelle se recrutaient très peu de membres des troupes d'assaut. A mesure que l'importance de ces troupes d'assaut a diminué, celle des pelotons d'usines a augmenté. Il existe d'ailleurs une certaine interpénétration entre les deux troupes : les troupes d'usines comprennent en premier lieu tous les membres des troupes d'assaut d'un établissement, l'encadrement est fréquemment assuré par les chefs des détachements d'assaut. Ce n'est d'ailleurs que grâce à des accords avec la direction des sections d'assaut, que l'effectif des pelotons du travail a pu progresser de 90.000 hommes en 1936 à 600.000 hommes en 1937.

Actuellement chargés « d'approfondir » les rapports entre ouvriers et patrons, les pelotons du travail remplissent principalement des services multiples dans l'usine : services d'honneur, appels d'usine, défense contre l'incendie, défense passive, postes sanitaires. En dehors des établissements, ils participent aux grandes démonstrations et aux réunions régionales du Front du Travail allemand, aux quêtes en faveur de l'œuvre du Secours d'hiver.

Aux pelotons du travail correspondent pour les jeunes gens un encadrement spécial dirigé par le chef de la jeunesse de l'entreprise (*Betriebsjugendwarter*) qui doit prendre soin de ses jeunes camarades.

Il existe en outre actuellement quatre cents pelotons du travail féminin dont les membres

assurent le service des soirées récréatives en chantant, et en maintenant la pratique des danses populaires.

C. *La presse.*

L'action de la presse en vue de former la mentalité des ouvriers et employés est loin d'être négligeable. La presse technique qui dépend du service de la presse du Front du Travail agit continuellement dans ce sens. Elle commente et explique sans cesse les thèmes chers au national-socialisme dans quatre-vingt-six journaux spéciaux ; chaque membre du Front du Travail indique le bulletin qu'il désire recevoir, le service en étant effectué gratuitement. A la fin de l'année 1933, le tirage de ces différentes feuilles d'éducation professionnelle atteignait sept millions d'exemplaires. Ce chiffre a été porté à neuf millions en 1937. L'influence de ces journaux est très grande, elle sert de complément à l'œuvre du journal local ou provincial que lit chaque allemand.

Ces journaux techniques paraissent une fois par mois. Ils sont composés d'une manière identique, quelle que soit la catégorie de lecteurs à laquelle ils s'adressent ; ils comprennent trois parties : une partie réservée à la politique générale et à la politique intérieure : par exemple l'Allemagne d'Adolf Hitler, l'Empire britannique. Les numéros du mois de mai 1937 ont été consacrés principalement aux discours du *Führer* du 1^{er} mai, à l'exposition « Donnez-moi quatre

ans » et au socialisme allemand, socialisme de fait. La conclusion qui s'impose au lecteur est toujours favorable au III^e Reich. Ces journaux sortent aussi de la ligne purement technique qui devrait être la leur ; ils ne dédaignent pas de montrer les difficultés sociales auxquelles se heurtent certains pays à régime libéral comme la France ; des renseignements fantaisistes, pour ne pas les qualifier autrement, sont fournis sur la législation française du travail ; on peut relever notamment que les assurances sociales instituées très récemment en France ne couvrent presque aucun risque, alors que les travailleurs allemands bénéficient de prestations couvrant les risques sociaux depuis longtemps. La législation allemande sur les assurances sociales est une de celles qui cependant n'ont guère été modifiées depuis la prise du pouvoir par les nationaux-socialistes !

Sont en outre publiées des explications de lois sociales récentes, des décisions des juridictions du travail, mais tous les articles, qu'ils soient d'ordre social ou d'ordre économique sont, non des commentaires scientifiques, ce que l'on ne peut songer à exiger d'eux, mais des justifications enthousiastes d'une politique et non de simples explications.

Certains articles sont relatifs à la propagande même en faveur du Front du Travail. Ils font ressortir l'activité du groupement, les divers avantages qu'il offre dans tous les domaines, particulièrement dans ceux de l'éducation professionnelle et des loisirs.

Les articles techniques dont il a précédemment

été question (1) sont assez variés, mais sont consacrés pour une très large part à la prévention des accidents.

Le service de presse du Front du Travail veille enfin à ce que les journaux édités à l'intérieur de chaque entreprise (*Werkzeichnungen*) ne s'écartent pas de la ligne fixée. Ces journaux publiés à l'intérieur de chaque communauté d'entreprise qui groupe au moins cinq cents personnes sont édités par les communautés d'entreprise du Front du Travail.

Il faut signaler l'existence, à côté de la presse technique générale, d'un journal quotidien l'*Angriff*, organe non spécialisé du Front du Travail dont le tirage est d'ailleurs restreint et de revues spéciales à différents services, comme Beauté du Travail (*Schönheit der Arbeit*) et les cahiers mensuels pour la politique sociale nationale-socialiste (*Monatshefte für N. S. Sozialpolitik*).

II. LE SERVICE FÉMININ

Le service féminin du Front du Travail assure la protection non seulement des quatre millions et demi de femmes qui exercent une activité professionnelle et ont adhéré au Front du Travail, mais encore des femmes mariées à des travailleurs appartenant au Front du Travail ou aidant leurs maris dans leur profession, ce qui représente environ onze millions de femmes. Ce service exerce une action générale sur le travail

(1) Voir Deuxième Partie, chapitre V-iv

des femmes et vise en outre à faciliter, en liaison avec d'autres œuvres, la vie de la femme qui travaille et celle de l'enfant au foyer.

Le service féminin du Front du Travail a lutté contre l'emploi des femmes à des travaux pénibles ou malsains ; les femmes ont été remplacées ainsi par des hommes dans les carrières où elles travaillaient encore tout récemment bien que ce fut interdit par la législation. Avec la reprise de l'activité économique on a veillé à ce que les femmes ne soient employées qu'à des travaux n'offrant pas de dangers pour elles et le reclassement des chômeurs a permis des échanges de place.

Le service a organisé, d'accord avec le service central des étudiants, le service volontaire de fabrique des étudiantes. Cette œuvre d'échange tend à remplacer dans les entreprises les ouvriers ayant spécialement besoin de repos, pendant leurs congés, par des étudiantes non rémunérées pendant deux à quatre semaines afin de procurer aux ouvrières un congé payé supplémentaire. Jusqu'à la fin du mois de décembre 1936, 380.380 jours de congés ont été ainsi procurés aux ouvrières.

Dans l'entreprise même, la femme de confiance du service féminin du Front du Travail fournit aux ouvrières et employées les conseils d'ordre juridique et d'ordre social dont elles peuvent avoir besoin. Elle veille à leur éducation ménagère en organisant après le travail dans les usines mêmes des cours pratiques de cuisine destinés à procurer au foyer une nourriture saine et reconstituante utilisant les ressources natio-

nales, en répandant, par exemple, la consommation du poisson en Allemagne ; le même esprit anime les conseils donnés pour les plantations des jardins, des cités ouvrières. Dans l'ameublement des pièces des maisons, il est aussi recommandé de faire appel aux meubles en bois allemands. La femme de confiance joue enfin un rôle considérable auprès de la future mère ; elle lui indique le médecin du service de santé, lui remet des bons lui permettant de prétendre aux allocations et aux prestations en nature (lait, trousseau) de la bienfaisance populaire nationale-socialiste. Parmi les femmes auxquelles vient en aide le service des mères du *Reich*, 50 % lui sont adressées par le Front du Travail. La femme de confiance conseille la fréquentation de l'école des mères avant l'accouchement. Celui-ci survenu, elle s'occupe d'envoyer, si besoin est, la femme dans un foyer des mères.

III. LE SERVICE JURIDIQUE

Le service juridique du Front du Travail donne des conseils et des renseignements aux membres de cette association sur les questions touchant aux relations du travail et aux assurances sociales, par exemple en matière de congédiements, de paiement des heures supplémentaires, mais il ne peut connaître des questions de salaires. Ce service qui dispose de trois cents soixante-douze bureaux est mis gratuitement à la disposition de tous les membres du Front du Travail. En 1936 les services juridiques ont

été consultés par plus de trois millions et demi de personnes, ouvriers et patrons. Le Front du Travail assure en outre la représentation devant les juridictions du Travail, il peut toutefois refuser de l'assurer si les prétentions soutenues semblent contraires à la notion de l'honneur du travail. Les frais de justice, droits fiscaux et honoraires sont supportés par le Front du Travail quand le plaideur est un employé. Enfin des décisions importantes des juridictions du travail sont publiées, par les soins de ce service, dans la presse technique du Front du Travail.

Ce service juridique est présenté comme une création nationale-socialiste. Cette affirmation est inexacte ; les anciens syndicats disposaient d'avocats ou d'employés pour conseiller et représenter leurs membres ou prévoyaient à cet effet l'allocation de secours spéciaux. La loi du 23 décembre 1926 sur les Tribunaux du Travail stipulait même qu'en première instance seuls les employés des syndicats pouvaient représenter leurs membres. Le service juridique du Front du Travail n'est donc qu'une institution adaptée à la nouvelle charte du Travail. Son caractère est cependant en partie différent, il dispose des éléments du litige et il réunit les deux parties, aussi s'efforce-t-il d'aplanir les difficultés et de proposer un compromis qui la plupart du temps ne pourra être refusé. En fait 5 % seulement des litiges pour lesquels il a été demandé conseil avaient été soumis aux juridictions du Travail.

C'est également ce rôle de protection juridique qu'assument dans une matière spéciale, le travail à domicile, les services de comptabilité

(*Berechnungsteller*) du Service social du Front du Travail. Des règlements collectifs des commissaires du Travail fixent d'une manière très précise le tarif suivant lequel doit être payé au travailleur à domicile chaque acte de sa profession ; en l'absence de tarification, les services de comptabilité interviennent pour aider à la déterminer ; ils expliquent aussi aux travailleurs le règlement collectif et les prix des actes de la profession.

Si le travailleur estime que son salaire ne correspond pas à celui prévu par le règlement collectif, il s'adresse à l'office de comptabilité en présentant son travail. L'office établira la somme qui revient au travailleur. Si elle est supérieure à celle portée sur le livret du travailleur l'office recommandera à l'entrepreneur de payer la différence. Cette somme doit être versée dans les mains de l'office. Si cette action n'est suivie d'aucun effet, le commissaire du Travail interviendra avec les pouvoirs énergiques qu'il tient de la loi ; avant toute poursuite devant les tribunaux le commissaire du travail peut prononcer des peines d'amende directement contre l'entrepreneur.

Il existe actuellement quarante-deux offices de comptabilité dont seize dans l'industrie du vêtement et onze dans l'industrie textile. Les comptables (*Rechner*), hommes de l'art, doivent, en dehors de la protection accordée à la main-d'œuvre à domicile, inciter les entrepreneurs à apporter des améliorations dans les conditions de ce travail.

IV. L'HYGIÈNE.

L'hygiène dans les entreprises doit être entendue autant de la protection de la santé du travailleur qui relève du service de santé publique du Front du Travail (*Amt für Volksgesundheit*) que de la tenue même des usines à laquelle veille le service de la Beauté du Travail (*Schönheit der Arbeit*) de la communauté nationale-socialiste la Force par la Joie.

A. *La protection de la santé du travailleur.*

La santé du travailleur doit faire l'objet de soins constants destinés à la protéger et à la conserver ; il s'agit d'ailleurs plus d'une œuvre d'hygiène que de soins véritables. L'amélioration de la santé est poursuivie par un changement de nourriture, la pratique des sports, la diffusion des préceptes d'hygiène élémentaires.

Mais ce service de Santé publique ne limite pas sa tâche à des examens préventifs des travailleurs, il a encore pour but de les rendre capables d'exercer « à plein rendement » leur métier, de combattre les maladies professionnelles et de prévenir, par une éducation appropriée, les accidents du travail.

Le but que doit atteindre la section de la santé publique est de rendre leur pleine capacité de travail à 100.000 ouvriers allemands, sur les deux millions et demi de travailleurs, dont le rendement est médiocre.

Dans certaines entreprises, chaque travailleur a été muni d'un « livret de santé » ou « passeport sanitaire ». Ce document doit permettre de constater la capacité de travail de l'ouvrier et de prendre des mesures appropriées en cas de capacité insuffisante. Un tel passeport sanitaire sera prochainement obligatoire.

Dans chaque entreprise auront lieu à cet effet, à intervalles réguliers, des « contrôles sanitaires ». Ces contrôles qui doivent être étendus à toute l'Allemagne fonctionnent depuis le mois de mai 1937 à Hambourg, Cologne, Aix-la-Chapelle, en Hesse et en Bavière.

Cette activité peut être poursuivie en partie grâce à la présence de médecins dans les entreprises et à la collaboration plus ou moins gracieuse de médecins : en 1936, 2.071 médecins se sont mis ainsi volontairement à la disposition du service de santé publique, mais les entreprises sont aussi invitées à posséder un service sanitaire complet.

Il faut en outre signaler que dans les troupes d'usines, certains hommes sont instruits des soins à donner dans de nombreux cas en attendant l'arrivée des médecins ; ce sont les troupes de santé du travail.

Enfin le Service Social du Front du Travail organise en collaboration avec le Musée pour la protection du Travail et la Société allemande pour la protection du travail, des cours sur les maladies professionnelles et leur prophylaxie.

B. *La Beauté du Travail.*

Cette section de la communauté nationale-socialiste la Force par la Joie a pour objet de donner à l'ouvrier ou à l'employé le plaisir et le goût du travail. Le bien-être du travailleur dans l'entreprise ne saurait manquer d'avoir des répercussions sur sa vie familiale, sur son activité professionnelle et sur son goût artistique.

Le service de la Beauté du Travail lutte énergiquement contre la mauvaise organisation, le désordre et la malpropreté des ateliers et met à la disposition des entrepreneurs son personnel pour la transformation des lieux du travail. Avant chaque entrée en campagne dans une branche d'industrie ou dans une région, le service sollicite les suggestions des chefs d'entreprise et des travailleurs. Les transformations sont souvent proposées ou même imposées aux patrons par les délégués d'entreprises nationales-socialistes. Les commissaires du travail du *Reich* font aussi remarquer que le souci du bien-être du personnel ne peut que favoriser la paix sociale. La diffusion de films et de tracts, des séries de conférences, des expositions, une revue contribuent à développer le mouvement. Avant de faire exécuter des travaux de construction ou de transformation de locaux industriels d'une certaine importance, les inspecteurs du travail doivent, conformément à des directives du 19 juillet 1935 émanant du Ministère du Travail et concernant la collaboration de l'inspection du travail avec la section « Beauté du Travail »,

se mettre en relation avec ce dernier service. Celui-ci conseillera utilement l'employeur. Le service d'inspection ne pourra toutefois saisir directement la section « Beauté du Travail » des projets de constructions ou de modification qui lui sont soumis qu'avec l'assentiment de l'employeur. De plus les inspecteurs suggèrent aux chefs d'entreprise désireux d'apporter des améliorations dans leurs bâtiments de soumettre leurs plans à la Beauté du Travail. Il existe une liaison constante entre l'inspection du travail et la Beauté du Travail tant en ce qui concerne les mesures visant à des constructions nouvelles qu'à la recherche des installations défectueuses.

La transformation des établissements concerne le développement des installations sanitaires, l'augmentation du nombre des lavabos et des vestiaires, leur édification dans des salles propres et carrelées. Dans une entreprise visitée par nous, nous avons noté la proportion de quatre-vingts lavabos et de huit douches pour quatre cent cinquante personnes qui avaient toutes leur vestiaire individuel. Un effort général a été poursuivi en vue d'obtenir une aération par des ventilateurs et un éclairage rationnel des lieux de travail, la « bonne lumière » est synonyme d'un « bon travail », cette campagne visait aussi bien la distribution de la lumière artificielle que la pénétration de la lumière solaire dans les ateliers par de larges baies.

Les terrains vagues situés à côté des usines ont souvent été aménagés en pelouses pourvues de bancs où les travailleurs peuvent se reposer pendant les suspensions de travail ; les fenêtres

égayées par des rideaux coquets ont été munies de fleurs coupées ou de plantes vivaces, toute cette décoration très simple devant contribuer à rendre engageant le travail.

Dans le même ordre d'idées il faut signaler la création de salles à manger communes au personnel et au chef d'entreprise : le personnel de direction et les ouvriers peuvent y prendre ensemble leur repas. Ce n'est, en effet, souvent pour le personnel qu'une faculté dont il n'use pas ; en effet, bien que certaines entreprises offrent des repas de deux plats pour 0 mark 50 — repas qui reviennent en général à 0 mark 80, l'entreprise prenant à sa charge le couvert, la cuisson et le service — ces salles à manger sont peu fréquentées, les salaires ne permettent pas actuellement à un ouvrier allemand qui a des charges de famille de dépenser chaque jour cette somme et la plupart des ouvriers mangent à midi le repas qu'ils emportent de chez eux. La possibilité de prendre des repas non près de l'établi ou de la machine, mais dans une salle claire et aérée, pendant que joue parfois l'orchestre de l'usine, constitue cependant une amélioration certaine dans la vie du travailleur. De plus, la plupart des entreprises devront prochainement installer des cuisines populaires pour que le personnel n'ait plus à emporter de repas froids.

Du même esprit procède l'inspection des logements des travailleurs. On demande aux chefs d'entreprise de savoir si, en conscience, ils laisseraient leurs fils dormir dans les locaux qu'ils mettent à la disposition de leur personnel.

Le souci du bien-être des travailleurs se marque encore par l'édification de maisons de camaraderie (*Kameradshaftschäuser*) où se réunissent pour des fêtes et des soirées tous les membres de l'entreprise et qui doivent comprendre des salles de repos, des bibliothèques.

C'est en quelque sorte le point d'aboutissement de cette conception patriarcale de l'entreprise et de l'économie : les liens indestructibles qui unissent le chef d'entreprise et son personnel y trouvent leur expression la plus belle et la plus visible, nous apprend-on (1). L'entreprise ne forme qu'une seule famille ; la garde de ces bâtiments est assurée le plus souvent par un travailleur victime d'un accident du travail et veille à leur entretien. Il existe plus d'un millier de ces maisons de camaraderie.

L'effort du service de la Beauté du Travail a jusqu'ici principalement porté sur les établissements dans lesquels les conditions du travail apparaissaient particulièrement défectueuses : les tanneries, les briqueteries, les fabriques de chaussures, les hôtels et les navires de la marine marchande. Au sujet des installations sur ces navires, le *Führer* a notamment déclaré dans une entrevue avec M. Abel Bonnard au mois d'avril 1937 :

« Jusqu'à ces derniers temps, dit-il, il y avait sur les bateaux des grandes compagnies de navigation un contraste choquant entre le luxe réservé aux passagers et la vie du personnel ; d'un côté, tous les raffinements, toutes les recher-

(1) *Schönheit der Arbeit*, n° 1, année 1936.

ches ; de l'autre, aucun agrément, aucune commodité, des conditions d'existence pénibles et malsaines. En vain nous insistions pour que cela fût changé ; quand nous demandions que les gens du personnel fussent logés plus à l'aise, on nous répondait que la place coûtait trop cher sur les grands bateaux pour qu'on pût nous satisfaire ; quand nous demandions qu'ils eussent un pont réservé pour pouvoir prendre l'air, on nous disait qu'il y avait là une difficulté.»

« Maintenant, sur les nouveaux navires, le personnel a des cabines convenables ; il a un pont à son usage où il peut se reposer dans de bons sièges, il a des appareils de radio pour se distraire, il a une salle à manger où ses repas sont présidés par un officier du bord ; et toutes ces améliorations n'ont pas coûté tellement cher, mais il fallait les vouloir. »

Le service de la Beauté du Travail aurait fait effectuer en 1935 des dépenses pour 200 millions de marks et en 1936 pour 400 millions de marks ; les subventions allouées par le Front du Travail s'élevant respectivement à 99 millions de marks en 1935 et à 79 millions en 1936.

Sur l'activité de la Section depuis sa création, les chiffres suivants ont été produits dans le rapport de l'année 1936 : ont été édifiés :

8.000 cantines et salles de récréations ;

3.000 pelouses ;

500 terrains de sports ;

200 piscines ;

12.000 lavabos et vestiaires ;

3.000 bateaux ont en outre été l'objet d'améliorations.

Pour aider au développement de l'action de la section de la Beauté du Travail il a été institué des concours entre les différentes entreprises.

Celles-ci peuvent recevoir pour une année la distinction conférée à l'entreprise modèle nationale-socialiste (*Musterbetrieb*). Cette distinction est inscrite sur le livre de l'entreprise qui a droit en outre à un fanion or avec l'emblème du Front du Travail, la roue dentée enserrant la croix gammée. Le 1^{er} mai 1937 le *Führer* a solennellement remis, lors d'une séance de la Chambre de Travail du *Reich*, cette distinction à trente entreprises.

Les diverses conditions auxquelles doivent satisfaire les entreprises modèles ont été ainsi analysées dans l'*Angriff* du 4 avril 1937 :

1. L'entreprise doit conformer ses prix à la situation économique et à la puissance d'achat des clients.

2. Les prix doivent être justes, les qualités des produits être nettement distinguées.

3. Les salaires des ouvriers doivent être les plus élevés qu'il est possible.

4. Les employés doivent être protégés par le règlement d'entreprise contre les congédiements.

5. Le règlement d'entreprise doit prévoir l'allocation de secours pour les anciens travailleurs âgés.

6. A l'intérieur de l'entreprise l'air doit être fréquemment renouvelé et l'éclairage excellent.

7. Le chef d'entreprise doit veiller sur les loisirs du personnel et lui faciliter l'accès des différentes œuvres de la communauté nationale-socialiste la « Force par la Joie ».

8. Le personnel doit être appelé à participer aux bénéfices.

9. Le chef d'entreprise doit étendre son devoir de prévoyance sur la famille de son personnel.

10. L'entreprise doit mettre à la disposition du personnel des logements sains.

La distinction d'entreprise modèle n'est donc pas simplement accordée d'après l'aspect extérieur d'un établissement ; les enquêtes qui sont nécessaires avant que soit arrêtée la liste des entreprises modèles sont une occasion pour l'État de surveiller la marche de toutes les entreprises. La distinction même d'entreprise modèle peut revenir à un prix élevé au patron, mais elle n'est sans doute pas inutile. La prospérité actuelle des grandes entreprises est due au régime : l'État exerce ainsi au profit du personnel une reprise partielle des gains, à laquelle les patrons souscrivent d'autant plus volontiers qu'il ne sont pas totalement libres de l'emploi de leurs bénéfices dès qu'ils dépassent six pour cent du capital engagé dans une entreprise.

« *La Beauté du Village* » est un bureau plus spécialement chargé de l'embellissement des villages et des habitations à la campagne. C'est l'effort de la Beauté du Travail poursuivi en faveur des travailleurs des champs. Des améliorations sensibles ont été apportées de la sorte au logement des cultivateurs fermiers ou ouvriers agricoles, dont les conditions de vie, notamment dans les domaines de la Prusse Orientale, étaient assez misérables (1). Le service de la Beauté du

(1) Plusieurs décisions des juridictions d'honneur social sont caractéristiques à cet égard.

Village préconise des constructions en harmonie avec le paysage et un ameublement rustique présentant plus de caractère que les meubles en série achetés à la ville.

Jusqu'à présent trois mille villages et soixante-trois grands domaines avaient fait l'objet d'embellissement ; certains d'entre eux sont des villages modèles. Un million de marks a été dépensé dans quatre-vingt-six villages-types pour transformer les maisons, créer des promenades et des jardins. La dépense a été payée moitié par les intéressés, moitié par l'État et les collectivités locales.

TITRE II

L'AIDE AUX TRAVAILLEURS EN DEHORS DU CADRE DU MÉTIER

L'emprise du Front du Travail en dehors du cadre professionnel proprement dit est beaucoup plus considérable que celle exercée par les anciens syndicats. Comme eux, il procure le versement de prestations à ses membres touchés par certains risques sociaux, mais il s'intéresse en outre à l'ouvrier à l'occasion de toute sa vie tant en matière de foyers que de loisirs.

CHAPITRE PREMIER

LES SECOURS DE SOLIDARITÉ

Le Front du Travail accorde à ses membres des secours de solidarité indépendants des prestations versées par les organismes d'assurances sociales. Cette action d'assistance rappelle celle des anciens syndicats en la matière. Ceux-ci allouaient en effet à leurs membres des secours d'entr'aide mutuelle, des secours de voyage et de déménagement, des secours de chômage et

des secours pour conseils juridiques et enfin des secours pour maladie, invalidité, vieillesse et cause de mort. D'un point de vue purement syndical, cette action avait été fort critiquée, car elle menaçait de faire perdre ses forces vives aux associations professionnelles ; elle est donc particulièrement à sa place dans le Front du Travail. L'ordre de grandeur des secours est sensiblement analogue, les prestations sont même parfois plus importantes, la situation financière du Front du Travail étant plus favorable que celle de nombreux syndicats.

Les secours sont présentement accordés en cas de maladie, de chômage, d'incapacité permanente causée par l'invalidité ou la vieillesse, aux victimes d'accidents du travail, aux membres d'une famille en cas de décès. Ces prestations ne constituent pas un droit pour le membre du Front du Travail en ce sens qu'il ne peut les réclamer par une voie juridique. Elles reposent uniquement sur les directives du Dr Ley du 27 août 1934 : « la communauté du peuple qui appartient au Front du Travail a pour but de venir en aide à ses membres tombés dans la misère ou le besoin ». Elles sont une expression réelle de la communauté. Ces prestations ne sont toutefois pas de simples secours d'assistance, car les directives précitées réglementent d'une manière très précise les conditions auxquelles sont soumis, l'allocation de prestations, leur durée et leur montant.

La durée et le montant des prestations dépendent des cotisations versées au Front du Travail.

SECOURS EN CAS DE MALADIE

Temps pendant lequel est versé le secours :

12 mois de cotisation ou	52 semaines	7 semaines
24 »	104 »	8 »
36 »	156 »	9 »
48 »	208 »	10 »
60 »	260 »	11 »
72 »	312 »	12 »
84 »	364 »	13 »
96 »	416 »	14 »
108 »	468 »	15 »
120 »	520 »	16 »

Le montant du secours journalier est égal au montant de la cotisation hebdomadaire. Il est plus élevé lorsque le travailleur a des charges de famille ; un enfant donne droit à un secours égal à celui de la classe de cotisation immédiatement supérieure à celle payée effectivement, trois enfants à une classe supérieure de deux échelons.

SECOURS EN CAS D'INVALIDITÉ
OU DE VIEILLESSE

La rente payée est proportionnelle à la valeur des cotisations versées pendant les soixante mois ou les deux cent soixante semaines antérieures au début du paiement des prestations par les services d'assurances sociales. Elle est subordonnée en général à la reconnaissance d'une invalidité des deux tiers. Elle s'élève à la valeur de trois mois de cotisation pour cent

vingt mois ou cinq cent vingt semaines de cotisations :

4 mois de cotisations pour	180 mois ou	520 semaines de cotisation
5 » » »	240 » »	1040 »
6 » » »	300 » »	1300 »
7 » » »	360 » »	1560 »
8 » » »	420 » »	1820 »

SECOURS EN CAS DE MARIAGE

Ils sont accordés à la jeune fille lorsqu'elle quitte son travail en se mariant. Le secours est de cinq marks par douze mois ou cinquante deux semaines de cotisations. Il ne peut dépasser cent marks.

Les autres secours en cas de misère et d'accident du travail sont accordés après examen individuel. Il en est de même des secours alloués à la famille d'un travailleur décédé. Cependant dans ce dernier cas, il est tenu compte du montant des cotisations versées.

Le Front du Travail de mai 1933 à octobre 1936 avait dépensé pour ces secours 234 millions de marks. Il convient de rapprocher de ces prestations celles consenties volontairement par les chefs d'entreprise. L'*Angriff* a signalé à de nombreuses reprises que des patrons avaient volontairement souscrit des assurances sur la vie en faveur de leur personnel. Les directives du Dr Ley précisent que dans cette hypothèse les secours du Front du Travail ne peuvent se cumuler avec des prestations autres que celles des services d'assurances sociales.

CHAPITRE II

LE FOYER OUVRIER

Avant 1933, la Banque des travailleurs, employés et fonctionnaires qui recevait les dépôts des ouvriers et employés syndiqués et des syndicats (1) prêtait des capitaux aux entreprises construisant des habitations à bon marché et travaillait en étroite collaboration avec la société pour la construction des lotissements (*Heimstättengesellschaft*). Le Front du Travail collabore encore avec cette dernière société, mais la politique générale du parti national-socialiste en matière d'habitations ouvrières diffère très sensiblement de celle pratiquée jusqu'à son avènement au pouvoir ; elle se rattache directement à sa politique de la population et à sa politique économique. Il est nécessaire de l'exposer dans ses grandes lignes, avant d'examiner le rôle joué par le Front du Travail en matière de Foyers ouvriers.

La nouvelle politique vise à enraciner l'ouvrier au sol et à décongestionner les agglomérations et les grands centres industriels. Comme l'a précisé le *Führer*, dans un arrêté du 29 mars 1934, son but est de « ramener peu à peu la population ouvrière citadine vers la campagne ou tout au moins dans des conditions de vie rurales ou semi-rurales, de lui faire habiter la campagne

(1) Voir Deuxième Partie, chapitre V-v.

par la création de nouvelles colonies, de décentraliser les industries en les établissant dans d'autres régions favorables au point de vue économique et de faire servir ces cellules pour la fondation de nouveaux centres d'habitat ». La cité-jardin du III^e Reich (*Siedlung*) ou plus exactement la colonie — le terme lotissement ayant un sens par trop péjoratif — comprend des maisons individuelles ou des maisons à deux logements d'une valeur de 4.000 à 5.000 marks, de 8.000 à 9.000 marks, situées dans une parcelle de terre de 1.000 à 1.500 m². Le jardin doit permettre l'exploitation d'une basse-cour et contribuer pour une grande partie à l'alimentation d'une famille en fruits, légumes, viande, œufs et lait. Les cités-jardins assureront de la sorte nourriture et toit à l'ouvrier même si, par suite de la conjoncture, il est réduit plus ou moins longtemps au chômage. D'autre part, il y aura ainsi supplément de production agricole qui doit diminuer d'autant l'importation des produits alimentaires en Allemagne.

La construction de cités-jardins correspond enfin à une politique d'apaisement social ; le développement de la propriété doit combattre toute tentative de réveil de la lutte de classe et en outre l'édification de cités-jardins de préférence auprès de petites villes et en dehors des grosses agglomérations, doit briser la ceinture ouvrière de nombreuses localités.

Si le Ministère du Travail en vertu de la loi du 5 juillet 1934 dirige la politique de l'habitat, les directives du 21 avril 1936 précisent le rôle qui revient en cette matière à l'Office des foyers

du *Reich* du parti national-socialiste et à l'Office des foyers du *Reich* du Front du Travail qui travaillent de concert soit au service central, soit dans les circonscriptions régionales.

Le service central recherche les terrains où peuvent être édifiées des cités-jardins et la nature des plantations exigées par le sol ; son bureau d'architecture prépare les plans des maisons. Les services locaux choisissent parmi les candidats ; ceux-ci, aux termes des directives du 24 avril 1936, doivent être des « nationaux honorables, peu fortunés et qui, comme leurs épouses, devront être de nationalité allemande ou de sang apparenté ». Une commission du premier degré composée du maire, de deux personnes désignées par le service des foyers de la région, les chefs de groupe locaux du Front du Travail et du parti examinent les titres des candidats au point de vue politique, raciste, économique et professionnel.

La préférence est donnée aux chefs de famille nombreuse et aux ouvriers qui travaillent depuis longtemps dans une même maison. On prête une attention particulière aux connaissances agricoles du mari, de sa femme et au fait qu'il possède déjà un jardin ou des ustensiles agricoles. En principe le candidat ne doit pas gagner plus de deux cents marks par mois, mais il devra pouvoir financièrement supporter les charges que représente le paiement des intérêts et de l'amortissement des sommes empruntées pour l'établissement de sa maison et de son jardin en vingt ou vingt cinq-ans et disposer de 20 à 15 % du capital que représentent la maison, le jardin et la

basse-cour. Ce capital d'ailleurs pourra être avancé par un parent ou par le chef d'entreprise ou être fourni en nature, par exemple sous forme de travaux accomplis dans la cité-jardin.

Après un examen médical du candidat, le service régional agréé ou non la demande.

Le Front du Travail après avoir choisi les candidats est chargé de leur éducation professionnelle. Celle-ci est commencée dans des cours, sur l'élevage des animaux et la culture du jardin, que doivent suivre les futurs colons et leurs femmes, car la femme de l'ouvrier qui est toujours présente, doit se dépenser autant que son mari employé pendant huit heures dans une usine. La formation des professeurs comme celle des fonctionnaires du Front du Travail affectés au service des cités-jardins est assurée pour l'ensemble du *Reich* par l'école d'Erlangen ; trois mille personnes ont jusqu'à présent fréquenté cette école.

L'instruction doit être non seulement théorique mais encore pratique et la cité-jardin ne doit pas connaître le jardinage d'amateurs. Aussi l'ouvrier installé dans sa maison et sa femme doivent-ils fréquenter les cours qui existent dans chaque cité-jardin. Les professeurs donnent en outre des conseils tant en ce qui concerne la nature des cultures qui doit varier suivant le sol, le climat et l'orientation qu'en ce qui touche la basse-cour. Il est recommandé aux colons de moins s'attacher à l'aspect extérieur des races d'animaux : volaille, lapins, chèvres, porcs, qu'à leur productivité. Les prescriptions du professeur doivent être strictement observées,

car elles permettent seules de suivre le plan élaboré par les services centraux ; les fleurs notamment, si elles peuvent orner la façade de la maison, n'ont pas de place dans le jardin potager.

Le financement des cités-jardins est assuré par des prêts consentis moyennant hypothèque aux ouvriers ; les emprunts sont contractés auprès de sociétés de crédit immobilier, de sociétés spéciales ou auprès de l'État : une première hypothèque garantit 40 à 50 % du capital nécessaire pour la construction de la maison, la mise en état de la terre et l'achat de la basse-cour et des instruments. Une seconde hypothèque de la garantie par le *Reich*. Le Front du Travail a parfois pris cette seconde hypothèque.

En fait le Front du Travail a édifié dans les régions frontières ou dans les contrées particulièrement pauvres : à Aix-le-Chapelle, en Palatinat, en Sarre et en Silésie depuis 1934, toute une série de cités-jardins comprenant plusieurs milliers de maisons. Cependant en principe le Front du Travail ne construit pas lui-même et il n'a pas les moyens matériels de prêter les capitaux nécessaires.

En effet, jusqu'à présent, à raison notamment des difficultés que rencontraient les ouvriers pour rassembler le capital nécessaire pour les constructions, le nombre des nouveaux logements édifiés chaque année, bien que les chefs d'entreprise aient parfois avancé des sommes considérables, est sensiblement inférieur à celui des logements construits annuellement avant 1935, 300.000

jusqu'en 1937. La hausse des matériaux et le défaut de la main-d'œuvre qualifiée, celle-ci étant employée par les industries du réarmement, la construction de bâtiments à usage militaire n'ont pas aussi contribué pour peu à arrêter le développement des cités-jardins. Le Plan de quatre ans toutefois prévoit un programme de création de cités-jardins très important pour les travailleurs de toutes sortes et spécialement pour les travailleurs appartenant aux nouvelles industries de matières premières. Une ordonnance du général Göring chargé de l'exécution du Plan de quatre ans contient des dispositions expresses à cet effet : les travaux pour la construction de maisons ouvrières occupent le troisième rang dans le degré d'urgence, de la sorte leur seront réservés main-d'œuvre spécialisée et matériaux. Enfin l'exemption totale de l'impôt foncier édictée par une loi du 1^{er} décembre 1936 doit donner un nouvel essor à la politique de l'habitat.

CHAPITRE III

LES LOISIRS

C'est principalement dans l'organisation des loisirs que le Front du Travail offre à ses adhérents des avantages considérables, qu'il s'agisse des loisirs ordinaires ou des vacances. Les loisirs sont organisés car ils sont considérés comme une fonction de la politique sociale et non comme une atténuation à une situation malheureuse.

Pour des sommes très peu élevées les services de la Force par la Joie (*Kraft durch Freude* ou *K.d.F.*) donnent aux travailleurs la possibilité de délasséments d'ordre physique et intellectuel. L'effet est poursuivi dans deux directions différentes selon que l'occupation des loisirs a lieu ou non dans le cadre de l'entreprise.

I. ÉDUCATION ET CULTURE

D'un point de vue culturel il s'agit de mettre à la portée de toute la population les possibilités de s'instruire. Le service d'instruction et d'éducation populaires a créé dans trois cents centres d'éducation des conférences d'ordre général, des cours de sténographie, de langues, de calcul, de mathématiques, de sciences physiques et chimiques et même d'astronomie. Il a organisé des soirées où sont récitées des œuvres de poètes et d'écrivains. Un système ingénieux de bibliothèque circulante permet en outre de répandre les « bons livres » à l'intérieur de tout le pays. En 1936, 10.435 conférences ont groupé plus d'un million et demi d'auditeurs. Des visites dans les musées par groupes de vingt-cinq à cinquante personnes sont aussi organisées.

La Force par la Joie met à la disposition de ses adhérents les places dans différents théâtres avec lesquels elle a conclu des conventions ou dans des théâtres lui appartenant. Le prix des places est fixé d'une manière uniforme à un prix inférieur à un mark. Les places attribuées sont tirées au sort par les spectateurs, ce qui

n'est pas, comme il est soutenu, une innovation nationale-socialiste visant à développer le sens de la communauté nationale mais la continuation d'un procédé déjà utilisé par les syndicats avant 1933. Les représentations des théâtres de la Force par la Joie sont en fait sensiblement inférieures à celles des autres théâtres. Le chiffre des spectateurs utilisant les billets à prix réduit de la Force par la Joie est passé de 4.600.000 en 1935 à 5.840.000 en 1936. Ce public, en partie très nouveau, n'a exercé actuellement encore aucune influence sur le répertoire. Il a fait revivre des opérettes « viennoises » comme le *Baron-Tzigane*, le *Comte de Luxembourg*, la *Chauve-Souris*. Des opéras comme *Tannhäuser* ou le *Freyschütz* sont aussi représentés de même que des pièces comme la *Mégère apprivoisée* ou *Peer Gynt*. En 1936 la Force par la Joie a en outre fait jouer une revue à grand spectacle au Théâtre du Peuple à Berlin, revue vantant l'œuvre même de la Force par la Joie.

Il faut aussi mentionner la présence de vingt-cinq voitures de films sonores et de trains de théâtre. Les troupes de ces théâtres ambulants sont au service de la Force par la Joie, elles assurent des représentations dans les campagnes et dans les petites villes et auprès des ouvriers travaillant à la construction des autostrades.

D'après le rapport présenté par M. Herst Dressler-Andress, inspecteur pour le *Reich* la « Force par la Joie », à la troisième conférence du Service Social réunie à Londres en 1936 le théâtre ambulant est destiné à faire voir à des millions de personnes les œuvres les plus célèbres de l'art

allemand. L'arrière-pensée politique n'est toutefois pas absente de cette légitime préoccupation : *Le Tartufe* de Molière utilisé comme machine de guerre contre le catholicisme a, de la sorte, fait le tour de l'Allemagne en 1936.

L'activité musicale de la section d'éducation populaire est considérable. L'organisation des concerts a été particulièrement développée ; les chefs d'orchestre les plus renommés viennent diriger les « concerts modèles » organisés par *K.d.F.* Depuis 1936, un orchestre symphonique allemand national-socialiste de quatre-vingt-dix musiciens a été créé ; il a donné jusqu'à présent plus de deux cents concerts, particulièrement dans les petites villes.

La radiophonie populaire a découvert 100.000 amateurs et les a produits dans diverses réunions et fêtes. Les meilleurs d'entre eux : solistes, chœurs et orchestres ont été réservés pour des émissions dont le poste de Berlin seul a fourni six cents en 1936.

Des expositions d'art ont été organisées dans les usines ; en 1936 elles auraient été visitées par deux millions et demi de travailleurs. Les œuvres exposées sont offertes à des prix peu élevés. Le personnel d'une usine du centre de l'Allemagne a ainsi acheté en deux semaines pour embellir les lieux de travail quarante et un tableaux et neuf sculptures pour 3.500 marks.

L'activité de cette section d'éducation populaire peut être particulièrement féconde lorsqu'elle répand chez les travailleurs le goût des œuvres belles et simples, fait appel aux profonds instincts populaires et restaure les notions d'art,

de chants et de danses populaires. Mais l'œuvre d'éducation populaire a une orientation politique certaine. L'enseignement qui y est distribué n'a pas uniquement pour but, comme l'indique le jugement officiel, le développement de la valeur intellectuelle du peuple allemand. Plus particulièrement en ce qui concerne les conférences et les cours, il ne s'agit pas, à raison de leur éparpillement même, de la véritable culture désintéressée qui forme l'homme. Ils ne constituent qu'une occupation intelligente des loisirs peu dangereuse pour le régime, des cours du soir.

II. VOYAGES, EXCURSIONS, VACANCES

La section « voyages, excursions, vacances » organise les vacances des travailleurs. Si le droit aux congés n'est pas fixé dans un texte de loi, les règlements collectifs arrêtés par les commissaires du travail prévoient l'octroi de congés payés dont la durée varie avec l'âge du travailleur et son temps de présence dans l'entreprise.

Cette section a remis d'une part en honneur la coutume des voyages à pied et a organisé des voyages collectifs d'entreprises et des voyages à prix extrêmement réduits à travers l'Allemagne et à l'étranger.

En 1935 trois millions d'ouvriers ont bénéficié de ces voyages. En 1936 la section des voyages s'est occupée de six millions de personnes dont près de cinq millions ont fait des voyages à la mer et à la montagne, principalement dans les régions frontières, Eifel et Rhénanie notamment.

150.000 personnes ont pris part à des croisières sur les côtes de Norvège ou à Madère.

Les voyageurs ne sont pas seulement transportés à prix réduit par trains spéciaux (0,01 Pf. par kilomètre) mais ils sont logés et nourris à des prix très avantageux. Le service de voyages retient pour une longue période un certain nombre de chambres dans les hôtels en payant trois marks par jour pour la pension. Dans un rayon de deux cents à trois cents kilomètres autour de Berlin, pour se rendre dans le Harz, les Monts de Géants ou les plages de la Baltique, le forfait pour une semaine est de l'ordre de trente à quarante marks. Il faut compter quarante-trois mark pour une semaine de séjour dans la Forêt Noire en partant de Berlin. Le prix d'une croisière d'une semaine sur les côtes de Norvège ou d'Écosse est d'environ cinquante marks.

La Force par la Joie disposait jusqu'au mois de mai 1937 de sept paquebots loués aux grandes compagnies de navigation : Hamburg-Amerika ou Norddeutscher Lloyd : *Der Deutsche*, *Colombus*, *Sierra Cordoba*, *Oceana*, *Saint-Louis*, *Monte Olivia*, *Monte Sarmiento*. Dorénavant K.d.F. possédera sa propre flotte. Le premier navire, le *Wilhem Gustloff*, paquebot de 25.000 tonnes, a 200 mètres de long, 23 m. 50 de large et 56 mètres de hauteur de la quille à la pomme des mâts. Il peut recevoir 1.460 passagers dans une classe unique. Il n'existe que deux types de cabines à deux et à quatre couchettes. Ce navire doit en outre comporter des installations sportives, des solariums, des piscines et une salle de cinématographe. Un autre transatlantique

est en construction à Hambourg. Le lancement du *Wilhelm Gustloff*, le 5 mai 1937, a été l'occasion de grandioses manifestations à Hambourg, à la suite desquelles le *Führer*, embarqué sur l'avisos *Grille*, a passé en revue six des bâtiments de la flotte des loisirs qui partaient en croisière.

La flotte de la Force par la Joie doit en outre servir dans un avenir prochain à favoriser les voyages en Allemagne des Allemands habitant l'étranger.

Les voyages de la Force par la Joie ont actuellement une grande importance pour le développement du tourisme en Allemagne, ce tourisme « dirigé » a apporté des ressources dans des régions particulièrement défavorisées. Les chiffres d'affaires de cette section aurait passé de 45 millions de marks en 1934 à 68 millions de marks en 1935 et 110 millions de marks en 1936.

Le service des voyages ne fait pas concurrence aux entreprises privées car ainsi que l'a dit le Dr Ley « celui qui possède assez d'argent pour utiliser un service régulier doit voyager sans notre entremise. C'est seulement pour ceux qui ne peuvent faire autrement que nous créons des moyens à bon marché pour visiter l'Allemagne ».

Des projets plus vastes encore ont été conçus ou sont en cours d'exécution. Trois grandes stations balnéaires doivent être créées sur les côtes de la mer Baltique : l'une dont les travaux sont déjà avancés sur la côte de l'île de Rügen, l'autre en Prusse Orientale, la troisième dans la région de Lübeck. Chacune de ces stations pourra recevoir vingt mille personnes qui se succéderont de semaine en semaine pendant l'été. Le voyage

de Berlin à Rügen et le séjour pendant huit jours coûtera dix-huit marks. Les installations prévues comprendront non seulement des logements aérés et bien exposés, donnant tous sur la mer, mais tout ce qui peut servir aux sports et à l'amusement de la jeunesse. L'ensemble des bâtiments de l'île de Rügen a une longueur totale de quatre kilomètres et demi. Toutes les chambres ont deux lits et possèdent l'eau courante et le chauffage central. Un divan peut être utilisé comme troisième lit. Les chambres sont reliées deux à deux par une porte de communication, ce qui permet de les transformer en appartement pour six personnes.

Enfin en 1940 la flotte de la Force par la Joie doit se rendre aux Jeux Olympiques de Tokio et faire le tour du monde.

Dans chaque ville doit, d'autre part, être créée une maison installée comme un hôtel de premier ordre et où les travailleurs de passage pourront se loger pour les prix les plus modiques. Des maisons de repos seront en outre édifiées pour les travailleurs.

III. SPORTS.

La section des sports selon le Dr Ley doit contribuer à procurer « cette harmonie du corps, de l'esprit et de l'âme que l'Allemagne moderne emprunte à l'idéal classique ». Elle vise à détruire la mentalité d'après laquelle l'ouvrier allemand serait un être inférieur au point de vue physique.

La propagande en faveur du sport est intense

et semble couronnée de succès chez les jeunes gens en particulier. Il est toutefois difficile de savoir par quelles personnes sont en réalité fréquentés les cours ; les photographies des services de propagande publiées il y a au moins un an ne semblent, pour la plupart, s'appliquer qu'à de très jeunes gens. Or jusqu'à une date extrêmement récente, les jeunes gens de moins de vingt-cinq ans ne pouvaient être employés dans les usines et les allocations allouées aux apprentis sont excessivement réduites. Est-ce donc vraiment la population ouvrière qui fréquente les cours ? Les statistiques officielles indiquent que le nombre des participants aux cours qui atteignait 450.000 personnes en 1934, trois millions en 1935 s'élevait à près de six millions en 1936. Cette même année le nombre des maîtres diplômés était de 2.800.

La propagande en vue d'attirer les travailleurs est habile. Tout esprit de compétition est banni des sports pratiqués ; on ne peut, par exemple, jouer au foot-ball qui mettrait aux prises des équipes. Il existe des piscines, des salles et des terrains de sports où l'on peut cultiver les sports de son choix pour des prix modiques, parfois d'ailleurs supérieurs à ceux des sociétés sportives : 0,20 à 0,40 Pfennige pour une heure ou une heure et demie, un mark pour la leçon d'équitation. Les participants doivent au préalable acquitter une carte annuelle de sport qui coûte 0,30 mark. La carte contient des pages blanches où la section des sports appose un timbre chaque fois que le possesseur prend part à un cours ou se rend dans un camp de vacances.

Un effort est même actuellement poursuivi en vue d'introduire la leçon de gymnastique dans l'entreprise même (*Betriebsport*). La leçon quotidienne rend l'homme plus apte à sa tâche, diminue ses infériorités physiques et accroît sa capacité de travail ; de plus la pratique du sport en commun resserre les liens de camaraderie.

Les cours sont soit ouverts, soit fermés. Dans les premiers sont enseignés les exercices ou les sports les plus simples et ils peuvent être suivis à partir de n'importe quel moment ; dans les autres l'enseignement est donné selon un cycle. Les cours les plus fréquentés sont ceux de natation, de gymnastique rythmique et de culture physique générale mais tous les sports peuvent être pratiqués, même ceux qui jusqu'alors semblaient l'apanage d'une certaine classe de la société ; le tennis, l'équitation, le golf, l'escrime, le vol à voile et même le yachting. *K.d.F.* possède à ce dernier usage une flottille de voiliers dont le nombre s'avère insuffisant à raison de la vogue de ce sport. Les sports de combats : boxe, lutte libre, ji-jitsu qui permettent d'acquérir l'ardeur et l'endurance à la lutte, la résistance à la douleur et le sang-froid sont aussi nettement encouragés. Le sport le plus pratiqué semble être la natation.

Un insigne sportif d'État (*Reichssportabzeichen*) est accordé à ceux qui ont subi avec succès les épreuves d'un examen adapté à l'âge et au sexe et comportant des épreuves d'endurance, de force, de souplesse et de natation.

La Force par la Joie a aussi créé un équipement de skieur à prix réduit (35 marks) : 30.000

de ces équipements ont été vendus pendant l'hiver 1936-1937, une raquette de tennis *K.d.F.* et des patins à roulettes.

L'effort sportif n'est pas limité à la ville, il est aussi poursuivi à la campagne. La section du sport de *K.d.F.* a créé à cette intention le service du sport à la campagne (*Sport aufs Land*) qui, ne disposant pas de toutes les installations qui existent dans les villes devra réaliser une œuvre utile avec des moyens de fortune (1).

La section du sport a en outre contribué en collaboration souvent avec la Beauté du Travail à l'entretien et à la création de terrains de sports, de gymnastique et de natation, œuvre utile non seulement à la population ouvrière mais à toute l'Allemagne. C'est une œuvre d'éducation générale du peuple allemand poursuivie au moyen de ressources prélevées sur les salaires des travailleurs. Ce fait est vérifié notamment par le rôle nouveau dévolu à la section des sports dont les maîtres diplômés ont instruit les baigneurs, quelle que soit leur situation sociale, sur les plages et dans les villes d'eaux.

L'assemblée des communes allemandes réunie en mai 1937 s'était d'ailleurs félicitée de cette nouvelle attribution de la section des sports.

IV. L'ŒUVRE DE LA FORCE PAR LA JOIE

Jusqu'à la prise du pouvoir par le régime national-socialiste, les loisirs n'étaient pas organisés en Allemagne. Les syndicats portaient

(1) *Völkischer Beobachter* du 16 mai 1937.

bien dans leur programme de revendications les vacances payées, mais ils étaient plus soucieux de l'extension du mouvement syndical dans la jeunesse et de la multiplication de l'éducation professionnelle et de l'édification de maisons syndicales.

L'utilité de l'œuvre réalisée par la Force par la Joie est indéniable ; mais il faut rechercher si les travailleurs bénéficient réellement de cet ensemble d'avantages mis à leur disposition. Il est à peu près certain qu'une grande partie de la population laborieuse ne peut profiter même des voyages à prix très réduits qui lui sont offerts à raison des salaires très bas. Si, en effet le gouvernement national-socialiste a accru le pouvoir d'achat des classes travailleuses, par contre le pouvoir d'achat individuel n'a pas augmenté dans les mêmes proportions. Pour l'année 1935 par exemple, et depuis lors, les salaires n'ont pas varié, alors que le revenu du travail progressait de 21,5 p. 100, la campagne de réembauchage a augmenté de 24 p. 100 le nombre des personnes en possession d'un emploi rémunéré dans les conditions normales. En 1935, on estimait que sur les onze millions d'adhérents au Front du Travail, sept millions touchaient un salaire effectif égal ou supérieur à 100 R.M. par mois, et quatre millions se contentaient d'un salaire parfois inférieur à 40 R.M. (1). Les règlements collectifs pris par les commissaires du travail pour l'année 1937 apprennent que les salaires sont très bas : 60 à 80 marks par mois en Silésie,

(1) *Bulletin Officiel du Ministère du Travail français*, 1936, p. 261.

région pauvre d'ailleurs. Mais le Dr Ley lui-même dans ses discours affirme que plus de la moitié des travailleurs allemands gagne à peine 150 marks par mois ; et il convient de rappeler que les salaires donnés par les statistiques officielles sont grevés de retenues importantes. Ces retenues comprennent l'impôt sur les salaires, les cotisations des assurances sociales, au Front du Travail, la taxe civique et atteignent de 15 à 35 p. 100 du salaire brut. A ces cotisations s'ajoutent enfin celles dues aux œuvres nationales-socialistes et bienfaisance, d'hygiène, à la défense aérienne.

Si une grande partie de la population ouvrière est écartée des ressources offertes, par contre une classe de travailleurs qualifiés, d'employés et les fonctionnaires du Front du Travail bénéficient d'avantages matériels très appréciables.

Cette affirmation est vérifiée par les constatations directes qui peuvent être opérées par exemple dans les théâtres de la Force par la Joie et sur les bateaux partant en croisière. Le correspondant du *Temps* à Berlin qui a effectué une croisière en août 1937 relate (1) que l'on est frappé de voir sur le pont entre les mains des passagers un assez grand nombre d'appareils photographiques dont le prix représente deux mois d'un salaire ouvrier et dont les propriétaires ne sont pas des travailleurs manuels ; il signale en outre la présence d'un grand nombre de passagers dans la salle à manger sablant le champagne à un mark la bouteille !

(1) *Le Temps*, 30 août 1937.

Les statistiques officielles apprennent (1) d'une part que sur cent passagers, soixante-dix sont des travailleurs manuels et trente des employés, des petits fonctionnaires, des personnes appartenant aux professions libérales, des rentiers et des retraités et que d'autre part un tiers des personnes allant en vacances gagnent moins de 100 marks par mois, un autre tiers de 100 à 150 marks et le dernier tiers de 150 à 250 marks, chiffre limite de revenu du travail pour bénéficier des avantages de la Force par la Joie.

Plus intéressants nous paraissent les chiffres énoncés dans l'article précité du *Temps* : sur 939 personnes, il y aurait 217 ouvriers, 249 employés et artisans, 28 membres de professions libérales, 202 femmes ayant une profession, 187 qui accompagnent leurs maris, 56 hommes et femmes déclarés sans profession ; société mêlée « où domine visiblement l'élément petit bourgeois ».

On ne saurait raisonnablement admettre que la création de carnets d'épargne pour les voyages, permet dès à présent à l'ouvrier le plus pauvre d'épargner, au cours de l'année, les frais de voyage, en très petites fractions. En réalité, les industriels offrent à leur personnel des « bourses de voyage ». Il suffit pour s'en convaincre de lire les citations de l'*Angriff* qui forment un véritable tableau d'honneur des chefs d'entreprise ; mais que devient l'affirmation selon laquelle le national-socialisme n'apporte au peuple ni « bien-

(1) Le service social et la communauté ; l'organisation des loisirs en Allemagne.

faits », ni cadeaux suivant les principes périmés de la bourgeoisie humanitaire (1) ?

Les salaires extrêmement bas alloués aux travailleurs des chantiers d'autostrades ont même dû conduire à la création d'une section spéciale de la Force par la Joie s'efforçant de les faire participer à l'œuvre de *K.d.F.*

Socialisme de fait, comme l'a intitulé le Dr Goebbels, dans le discours d'ouverture de la 20^e Session de la Force par la Joie ; mais aussi œuvre politique comme le prouve la participation de six mille passagers de *K.d.F.* aux manœuvres de la flotte en juin 1937 instruits par des officiers et des sous-officiers et la manifestation organisée le 15 août 1937 à Spire pour protester contre une manifestation des catholiques de ce diocèse à laquelle ont pris part des milliers de membres de *K.d.F.* Cependant le succès de *K.d.F.* est certain ; la discipline à laquelle sont astreints les membres de *K.d.F.* n'est peut-être pas aussi rigide qu'il a été prétendu et elle est conforme aux sentiments profonds de chaque Allemand. En ce qui concerne les cours d'enseignement, en particulier, l'individu est libre de choisir les matières qu'il lui plaît d'apprendre ; les voyages qui ne sont pas organisés entre personnes appartenant aux mêmes professions, comme ceux de l'œuvre italienne du *Dopolavoro*, constituent un délassement et un renouvellement du travailleur.

La Force par la Joie n'est pas une élévation des travailleurs par eux-mêmes, la tutelle bureau-

(1) Discours du Dr Ley du 27 novembre 1934. *Ein Jahr « Kraft durch Freude »*.

cratique apparaît sans cesse ; si les beautés de la vie sont montrées aux travailleurs, c'est suivant une action dirigée. Le travailleur allemand, s'il dispose de loisirs, n'est pas encore libre comme l'oiseau, comme le souhaitait dans une poésie d'avant-guerre Richard Dehmel.

TITRE III

L'ACTION DU FRONT DU TRAVAIL EN DEHORS DU CADRE DE L'ASSOCIATION DE TRAVAILLEURS

L'action du Front du Travail déborde le cadre même de l'association de travailleurs. Association rattachée au parti, elle collabore en cette qualité avec certains services publics d'État pour la préparation et l'application des lois sociales. La politique sociale proprement dite ne pouvant être pratiquement dissociée de la politique économique générale, le Front du Travail peut exercer une certaine influence sur cette politique économique. Enfin par le nombre de ses membres, par sa puissance financière, il est un soutien utile pour certaines institutions du régime ; la quête qu'il a effectuée pendant l'hiver 1936-1937 pour le service de bienfaisance nationale-socialiste a rapporté plus de onze millions de marks.

CHAPITRE PREMIER

LA POLITIQUE SOCIALE

Le Front du Travail agit en liaison et en collaboration avec les services de l'État pour la

préparation et l'application des lois sociales.

Bien que n'étant pas un organisme d'État et n'ayant pas la personnalité juridique, le Front du Travail est responsable, devant le parti national-socialiste, de la politique sociale.

Le service social (*Sozialamt*) travaille en particulier à la création d'un nouvel ordre social. Divisé en section économique et en section du travail, il reçoit en outre les propositions des différentes sections du Front du Travail en ce qui concerne le perfectionnement de la réglementation existante. C'est ainsi qu'actuellement, il rassemble, de concert avec le service féminin la documentation sur la réforme de la loi sur la protection des mères en vue d'assurer un repos obligatoire plus étendu que celui actuellement prévu par la loi de 1927 et l'allocation de prestations plus importantes aux femmes en couches. Il travaille enfin en liaison étroite avec le Ministère du Travail du *Reich*. La loi sur le régime du travail national du 20 janvier 1934 est un exemple de cette collaboration. C'est en ce sens qu'il convient d'entendre cette administration autonome ou décentralisée (*Selbstverwaltung*) dont il est question dans les ouvrages juridiques allemands. En fait, il s'agit d'une administration par la bureaucratie du parti et non par des organismes émanant des intéressés eux-mêmes. Il n'existe pas, dans cette organisation, de véritable décentralisation ou d'autonomie au sens juridique du terme en droit public français et ce n'est que par des artifices de langage que l'on peut soutenir que les notions d'autonomie et de camaraderie à l'intérieur du

Front du Travail s'opposent aux principes de fonctionnarisation et d'autorité étatique.

Le service social central donne les directives générales d'après les questions qui lui sont soumises par les services sociaux des différents groupes économiques et les informations qu'il reçoit d'eux. Il doit ainsi s'occuper du droit ouvrier en général, de la protection du travailleur et de la politique des salaires. La protection du travailleur comprend notamment la rédaction de contrats d'apprentissage types, l'effort entrepris en vue de faire bénéficier de longs congés les jeunes travailleurs par l'intermédiaire des règlements collectifs de travail. Le service social représente le point de vue des employés dans les discussions nécessitées par le remplacement des contrats collectifs par des règlements collectifs pris par les Commissaires du travail. Son point de vue peut ne pas être celui de l'État. Récemment ce service a fait connaître que la question de la fermeture des magasins le samedi, combattue par une partie de l'opinion qui la juge dangereuse au point de vue économique, avait été résolue dans un sens favorable au travail ; le service social prendra soin de l'éducation des consommateurs. Il s'occupe de concert avec les commissaires du travail des questions de salaires avec la préoccupation de les maintenir à leur niveau actuel afin d'éviter toute hausse des prix.

Le service social a parfois un rôle plus actif dans la protection des travailleurs : des offices de comptabilité dont le rôle a déjà été étudié (1)

(1) Voir Troisième Partie, chapitre II-III.

veillent sur les travailleurs à domicile. Des fonctionnaires du Front du Travail ont pu collaborer directement avec l'inspection du travail du *Reich* et effectuer notamment en 1935 et 1936, 16.573 visites d'entreprises pour contrôler l'application de la loi sur la durée moyenne hebdomadaire du travail.

CHAPITRE II

LA COLLABORATION AUX SERVICES PUBLICS

I. LA LOI DU 20 JANVIER 1934.

La participation du Front du Travail à l'application de la loi du 20 janvier 1934 sur le régime national du travail est prévue par cette loi elle-même.

Aux termes de l'article 8 les hommes de confiance appelés à faire partie du conseil de confiance doivent être membres du Front du Travail. De plus l'article 42 dispose que les assesseurs des juridictions d'honneur social sont désignés par le Président du tribunal d'honneur sur une liste de présentation établie par le Front du Travail. Le Front du Travail enfin propose les trois quarts des candidats à la fonction de membres des conseils consultatifs d'experts qui assistent les commissaires de travail.

Il est permis de se demander si le Front du Travail exerce de la sorte une influence profonde sur l'esprit de communauté qui doit régner dans

l'entreprise, sur la réglementation des conditions de travail, sur l'éducation des travailleurs. La loi du 20 janvier 1934 prévoit dans son article 9 que la liste des hommes de confiance et de leurs suppléants est arrêtée d'accord avec le délégué des cellules d'entreprise. Le parti national-socialiste exerce donc en fait sur les nominations une influence certaine puisque les cellules d'entreprises représentent la formation politique qui est placée à l'intérieur même des entreprises. De plus l'élection des membres des conseils de confiance qui doit avoir lieu annuellement a été suspendue à deux reprises en 1936 et 1937 ; au surplus ces organismes n'ont guère fait preuve de vitalité depuis 1934, leur fonctionnement ayant souvent abouti à des querelles soit entre le chef d'entreprise et les membres du conseil de confiance, soit entre les membres du conseil de confiance trop dociles au chef d'entreprise et l'ensemble du personnel.

Plus intéressant semble devoir être le rôle des conseils consultatifs d'experts qui permettent à chaque commissaire du travail d'être au courant des besoins d'ordre social de sa circonscription. Le commentaire qui accompagne la deuxième ordonnance d'exécution de la loi du 20 janvier 1934 en date du 12 mars 1934 est particulièrement significatif à cet égard :

« Le Conseil consultatif d'experts se compose de personnes venues des branches les plus diverses de l'activité économique et représente ainsi l'économie générale de la circonscription du commissaire du travail... C'est pourquoi il faut exiger des membres de ce conseil que toutes les

questions sociales et économiques qui se posent dans le district en question lui soient connues et familières. Aussi c'est du conseil consultatif d'experts que naîtront les propositions et les projets touchant aux problèmes généraux de la vie économique de la circonscription du commissaire du travail. D'une part, le conseil permanent d'experts est en quelque sorte le moyen d'expression par lequel les diverses branches de la vie économique peuvent faire valoir les vœux qu'ils présenteront au commissaire du travail. D'autre part, le conseil d'experts est aussi appelé, parce qu'il représente l'économie de tout le district, à donner à tout moment au commissaire du travail un reflet exact de l'évolution économique dans son district et à le seconder de ses conseils dans toutes les questions fondamentales de la politique sociale. Le commissaire du travail possède en ce conseil un instrument qui lui permet de s'informer de tout ce qui touche à la vie sociale et économique dans les diverses branches professionnelles. C'est grâce à lui que le commissaire du travail reste toujours en contact étroit et vivant avec l'économie de sa circonscription. »

Il faut enfin ajouter que le rôle des chefs du Front du Travail aux divers échelons de la hiérarchie en vue d'apaiser, directement ou de concert avec les commissaires du travail, les conflits sociaux n'est pas négligeable. Le commissaire du travail n'intervient pas, en effet, en premier ressort ; les organes du Front du Travail tentent un effort de conciliation, la solution doit être recherchée dans un travail en commun poursuivi par le commandant d'entreprise, le

chef d'entreprise et les hommes de confiance. Ce n'est qu'à défaut d'accord qu'interviendra le commissaire du travail en qualité de juge social.

L'accord Schacht-Ley de Leipzig du 21 mars 1935 prévoit aussi pour faciliter l'application de la nouvelle loi sur le régime national du travail et faire œuvre éducatrice en vue d'arriver à un nouvel ordre social dans lequel l'État doit avoir une situation effacée et n'intervenir que pour rappeler, si besoin est, le sens de l'intérêt général, la création de commissions paritaires de travail.

Ces commissions devront comprendre en principe un nombre égal de membres du Front du Travail ouvriers et patrons. La moitié des membres de ces commissions devra être choisie parmi les experts du Conseil d'experts du commissaire du Travail. Elles auront pour mission de délibérer sur les questions économiques et sociales et devront éveiller chez les uns et chez les autres la compréhension réciproque des situations de chacun. Des précautions sont d'ailleurs prises pour que ces Commissions n'excèdent pas leur compétence : les commissaires du travail peuvent assister aux réunions ; les discussions devront porter, en principe, sur des questions intéressant plusieurs entreprises ; les chefs d'entreprise et les membres du conseil de confiance de l'entreprise devront être présents si les délibérations ne concernent qu'une entreprise. Les inspections d'entreprises ne peuvent être faites que par les chefs et les fonctionnaires du Front du Travail indiqués dans une ordonnance du

10 octobre 1934 et d'accord avec le chef de l'entreprise.

II. LES JURIDICTIONS DU TRAVAIL.

Le Front du Travail a une influence dans la désignation des assesseurs des juridictions du travail. Ceux-ci sont pris sur des listes de proposition dressées par le Front du Travail.

Le chef du Front du Travail a le droit de proposer des assesseurs pour le Tribunal du Travail du *Reich*, le chef de région exerce ce droit pour les Tribunaux de pays et les Tribunaux de premier degré. Le soin avec lequel sont choisis ces juges, dont la fonction s'exerce pendant trois ans, a pour but d'écarter tout soupçon de partialité chez eux.

CHAPITRE III

LES RAPPORTS AVEC L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DU III^e REICH

I. L'ARTISANAT

Le Front du Travail est chargé de réaliser une des conceptions économiques les plus chères au régime : le développement de l'artisanat. Cet effort correspond à un des buts du parti national-socialiste qui désire aider à l'existence d'une solide classe moyenne, soit en soutenant l'ancienne classe moyenne, soit en favorisant l'ascension

de nouvelles couches de population vers la petite propriété et la petite entreprise. Cette classe moyenne nouvelle représente d'ailleurs au point de vue politique le meilleur soutien du régime. Après avoir assuré son existence par une politique de formation des prix des objets fabriqués par les artisans le national-socialisme cherche à développer l'artisanat.

L'ancienne loi sur les métiers du 27 juillet 1897 n'avait pas subi de modification depuis 1908 et les artisans, qui forment un huitième de la population active, reprochaient à la République de Weimar sa préférence marquée pour les ouvriers de la grande industrie. La loi provisoire du 29 décembre 1933 sur l'organisation provisoire de l'artisanat allemand permet aux autorités publiques d'apporter des simplifications dans l'organisation des corporations artisanales afin d'adapter leur activité « aux nouvelles missions du *Reich* et des pays ». C'est par application de cette loi qu'ont été dissoutes un grand nombre de corporations sans aucune indemnité. Le statut de l'artisanat est fixé par des ordonnances des 15 juin 1934 et 15 janvier 1935 : elles donnent la haute main sur l'organisation des métiers au Front du Travail, les gardes de chaque corporation, les compagnons ne peuvent être nommés qu'avec l'assentiment des sections du Front du Travail. Dans un manifeste du 20 février 1937 le Dr Ley a annoncé que l'artisanat serait placé sous le contrôle absolu du parti national-socialiste et du Front du Travail, ce dernier fixant la ligne de conduite que devront désormais adopter les corps de métier.

Les organisations de patrons, de compagnons et d'apprentis sont réunies en corps de métiers (*Gewerke*). Le centre culturel et social du corps de métier sera la maison commune ; dans chaque localité tous les artisans du Front du Travail seront réunis en un groupe artisanal local, dirigé par le chef de l'artisanat local (*Ortsbandwerkwalter*) ; des groupes d'atelier analogues aux pelotons du travail seront aussi constitués.

L'instruction professionnelle sera confiée au Front du Travail qui veillera à ce que tous les jeunes gens passent par un atelier d'artisan et accomplissent leur tour d'Allemagne ; de plus des écoles professionnelles permettent le perfectionnement des connaissances techniques.

La « reprise en main » de l'artisanat s'accompagne de la création de rites à caractère national-socialiste, destinés à remplacer les traditions d'inspiration maçonnique : admission des apprentis, congés, nouveaux drapeaux. Les anciennes bannières des corporations de métiers qui rappelaient les divisions de l'artisanat ont disparu ; une décoration de l'artisanat qui sera décernée par le parti ou le Front du Travail a été créée. Cet ensemble de mesures doit permettre de reconnaître si l'artisanat fait partie intégrante du peuple. Deux grandes fêtes, au printemps et à l'automne, seront organisées, la première pour l'immatriculation des apprentis et la nomination des compagnons, la seconde pour la nomination des maîtres.

Mais, l'effort le plus intéressant, est, sans aucun doute, celui tenté en vue de recruter une nouvelle génération artisanale dans toutes les

couches de la nation. Le Front du Travail prend soin de l'établissement des jeunes artisans reconnus les plus capables par leurs connaissances professionnelles et par leur caractère. A cet effet il a été constitué, en 1937, un fonds d'établissement des artisans. A titre transitoire des crédits seront d'abord consentis à tous ceux qui auront été reconnus posséder la capacité technique suffisante et dont l'attitude politique sera irréprochable, même s'ils ont dépassé l'âge auquel on doit assurer son existence par ses propres moyens. Mais à l'avenir ces crédits seront réservés aux jeunes apprentis qui auront satisfait à certaines conditions : appartenir au Front du Travail, avoir suivi les cours de formation professionnelle du Front du Travail, avoir pris part avec succès aux concours. Il est en outre recommandé aux apprentis et aux compagnons de demander un carnet d'épargne sur lequel seront collés par leurs soins des timbres de trois ou de cinq marks, qui, rempli de douze timbres, constituera un premier dépôt à la banque du Travail.

Le Front du Travail se réserve avant d'accorder le prêt sollicité d'examiner si l'artisan trouvera des moyens d'existence au lieu dans lequel il a l'intention de s'établir.

II. LES ACCORDS SCHACHT-LEY.

Le régime de l'artisanat représente un effort en vue de réaliser un nouvel ordre économique, mais il ne concerne qu'une partie de la population allemande laborieuse, aussi plus significa-

tive de la puissance du Front du Travail est la convention du 31 mars 1935 dite accord Schacht-Ley dont le but serait de poser les bases d'une nouvelle organisation de l'économie allemande.

Cette convention doit servir à la collaboration étroite du Front du Travail et l'organisation économique du *Reich* (*Organisation der gewerblichen Wirtschaft*) formée par le groupe de l'industrie du *Reich*, le groupe de l'artisanat du *Reich*, le groupe des banques du *Reich*, le groupe des assurances du *Reich* et le groupe des forces motrices du *Reich*. Un organe central, le conseil du Travail et de l'économie du *Reich* (*Reichsarbeits- und Reichswirtschaftsrat*) qui se réunit sur la convocation des chefs des deux organisations est chargé d'étudier les questions de politique économique et sociale, les mesures pour l'exécution des décisions prises. Ce conseil comprend les chefs du Front du Travail, de la Chambre économique et de la Chambre du Travail du *Reich*. La même organisation paritaire se retrouve à l'échelon district : le Conseil consultatif de la Chambre locale d'économie se réunit avec le conseil local du Front du Travail pour former le conseil du travail et de l'économie de la région. En principe cette organisation a surtout pour but d'éviter l'hostilité qui pourrait naître entre le Front du Travail et l'organisation économique et de prévenir les divergences de vue qui pourraient séparer les deux organismes : le premier pouvant trop incliner à représenter le personnel bien qu'il groupe employés et employeurs, et le second ne se souciant que des intérêts économiques des entreprises. L'idée qui présidait à cet

accord était aussi d'arriver à une réglementation des questions sociales et économiques en dehors du Commissaire du Travail, celui-ci n'intervenant qu'éventuellement pour faire respecter la notion d'intérêt général.

L'application de la convention a été menée avec beaucoup de prudence. Les réunions des Conseils de districts de l'économie et du Front du Travail n'ont pas été fréquentes. En fait on ne peut affirmer que les nouveaux organismes qui étaient d'ailleurs purement consultatifs aient véritablement fonctionné et la liaison établie entre eux s'est révélée assez fragile. L'action du Front du Travail sur l'économie allemande est cependant sensible, mais elle trouve une meilleure expression dans l'accord Schacht-Ley du 5 novembre 1936 qui habilite le chef du Front du Travail et le Ministre de l'Économie du *Reich* à travailler directement dans le cadre du plan de quatre ans et à réaliser des œuvres communes. Ce dernier accord aux termes très vagues permet au Front du Travail d'être chargé de services qui débordent le cadre de l'association professionnelle.

Parmi ces accords, au sujet desquels il est fait grand bruit lors de leur conclusion, mais dont l'efficacité dépend avant tout de la personnalité des dirigeants et de leur influence momentanée, il faut mentionner l'accord avec la corporation paysanne (*Reichsnährstand*) du 6 octobre 1935 qui permet à celle-ci d'être membre corporatif du Front du Travail, l'accord avec la corporation des juristes du 9 octobre 1935, l'accord avec la Chambre de Culture du *Reich* pour assurer le

développement de la culture populaire, dans la communauté nationale-socialiste « la Force par la Joie ».

Toutes les institutions du III^e *Reich* finissent ainsi par se rejoindre, mais l'organisation poussée à ce degré est loin d'aboutir dans tous les cas à des réalisations effectives.

CONCLUSION

L'organisation du Front du Travail est caractérisée par deux traits distincts. Le premier est une emprise énorme sur le travailleur et même jusqu'à un certain degré sur le patron, emprise non étatique qui, si elle est moins lourde que celle de l'État, a une action peut-être plus pénétrante encore. Le second trait, c'est l'action positive du Front du Travail.

Le Front du Travail est un instrument d'encadrement très puissant des anciennes forces groupées dans les syndicats ; c'est aussi un instrument d'administration et de contrôle. L'œuvre d'éducation morale en vue d'arriver à faire pénétrer le sens de la communauté populaire se traduit par une surveillance de toute la population active et par des obligations imposées à tous dans l'intérêt général. De même que les questions de salaires sont formellement exclues du champ d'activité du Front du Travail, et l'amélioration de leur situation économique par l'augmentation des salaires était autrefois le but poursuivi par les syndicats beaucoup plus que la propagande « marxiste », étiquette actuellement fort commode pour masquer tout ce dont il n'est pas permis de parler — de même les chefs

d'entreprise ne sont pas forcés, mais invités à employer une partie de leurs bénéfices à des améliorations devant servir au personnel. L'emploi des bénéfices dépassant six pour cent du capital d'une entreprise n'est d'ailleurs pas libre et le patron a tout intérêt à ne pas montrer d'hostilité envers un régime qui, dans un grand nombre de cas, ne lui laisse plus qu'une fonction technique.

Les avantages matériels sont avant tout ceux retirés des prestations servies par la communauté nationale-socialiste « la Force par la Joie » toutes réserves étant faites sur la possibilité de prendre part aux voyages, d'assister aux représentations théâtrales. Même les cours qui existaient en si grand nombre, comme d'ailleurs avant l'avènement du III^e Reich, à l'image de ceux qui sont actuellement répandus dans toute la Russie (1) n'apparaissent pas destinés au développement de la personnalité ou de l'intelligence, ils se bornent à favoriser une solide formation technique. Ce développement « culturel » que recherche la Force par la Joie peut sembler d'une qualité suspecte quand on le rapproche des efforts tentés systématiquement pour abaisser le niveau de culture générale de tout un peuple, pour le dépouiller de tout humanisme et abolir en lui le véritable esprit critique, le jugement et le bon sens.

Il faut aussi ne pas mettre toute l'œuvre sociale considérable accomplie en Allemagne comme le répète une propagande inlassable par

(1) Charles VILDRAC, *Russie Neuve*.

des discours, des exposés et des tracts à l'intérieur et à l'extérieur du *Reich* au compte de la révolution nationale.

Certes le nouveau régime a offert des avantages concrets considérables, mais ils sont très habilement grossis ; ils sont certainement plus importants que ceux accordés par les anciennes associations professionnelles mais ils sont dans la ligne de ceux qu'auraient sans doute offerts les syndicats sans les bouleversements économiques dûs à la guerre. L'Allemagne ne commence pas en janvier 1933 et les régimes antérieurs avaient souvent réussi à améliorer le sort des classes laborieuses.

Seule toutefois la Constitution de Weimar prévoyait dans son article 263 que les syndicats ouvriers pourraient collaborer sur un pied d'égalité avec les employeurs à la réglementation des conditions de salaires et de travail en général et au développement économique des forces de la production.

Le mouvement social actuel est assez dans la ligne de la politique pratiquée par les monarques allemands au XIX^e siècle. Cette politique telle qu'elle était pratiquée par la royauté prussienne (1) visait à ne perdre aucune force nationale et parmi ces forces était rangé le prolétariat ; mais les réformes ne devaient pas avoir pour effet d'accroître la puissance politique du prolétariat : l'idéal en ce domaine pour Bismarck notamment, était une contrainte corporative qui devait peser sur les ouvriers.

(1) E. VERMEIL, *L'Allemagne du Congrès de Vienne à la Révolution mondiale*.

Guillaume II ensuite a aussi cherché à intégrer le prolétariat dans la nation en multipliant les réformes sociales ; ses efforts furent plus ou moins couronnés de succès. A l'heure actuelle n'assistons-nous pas à un nouvel essai d'intégration alors que la classe ouvrière, qui existe encore en fait, est privée de tous droits et que certains points du programme national-socialiste comme la participation aux bénéfices (point 14) paraissent définitivement abandonnés même si ce retard est expliqué par les difficultés pratiques de réalisation ?

Le but ne semble pas toutefois atteint ; les discours officiels sont encore toujours construits sur les mêmes thèmes du retour du peuple dans la communauté et de la lutte contre le marxisme qui conduit les peuples à la ruine et à la mort ; les affirmations sur l'Allemagne rénovée miraculeusement et devenue plus belle sont trop nombreuses pour correspondre à la réalité, celle-ci peut se passer de tous commentaires.

L'idée de la communauté nationale, comme d'ailleurs en régime parlementaire le dogme de la souveraineté populaire, n'est qu'une fiction et ne peut faire l'objet que d'actes de foi.

La jeunesse, qui seule intéresse le régime — le *Führer* en 1935 n'a-t-il pas dit aux ouvriers des usines Siemens qu'à défaut des pères il aurait les fils pour lui — reste l'inconnue. Elle aura été façonnée complètement dans la mystique et aura subi l'enthousiasme des manifestations grandioses... le mythe ne peut-il devenir alors réalité ?

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

I. OUVRAGES FRANÇAIS

- GOETZ (Robert). — *Les syndicats ouvriers allemands d'après guerre. Idéologies et réalités*. Thèse, Paris, 1934.
- TILLMANN (Alexandre). — *L'Organisation économique et sociale du III^e Reich*. Paris, 1935.
- VERMEIL. — *L'Allemagne du Congrès de Vienne à la Révolution Hitlérienne*. Paris, Ed. de Cluny, 1934.
- PRE ROLAND. — *Le bilan du corporatisme*. Librairie technique et économique, Paris, 1936.
- LALOIRE (Marcel). — *Nouvelle Allemagne 1935*. L'édition universelle, Bruxelles.
- JOURDAN. — *Le National-Socialisme*. Encyclopédie française. Tome X.
- R. BONNARD. — *Le droit et l'État dans la doctrine nationale-socialiste*.
- R. PELLOUX. — *Le parti national-socialiste et ses rapports avec l'État*.
- Le service social et la communauté*. Rapports fournis pour la 3^e Conférence internationale du service social résumé à Londres en 1936, publiés au nom du Comité allemand par Amtsleiter Hermann Althaus, Karlsruhe, G. Braun, 1936.

II. OUVRAGES ALLEMANDS

- A. HITLER. — *Mein Kampf*. Sozialismus, wie ihn der Führer sieht. Heerschild Verlag, München, 1935.
- SCHUHMAN BRUCKER. — *Sozialpolitik im neuen Staat*. Berlin 1934. Leipzig, das Nürnberg der deutschen Arbeitsfront,

- Zentralverlag der N.S.D.A.P. Prz Eber Nachf., München, 1935.
- DR LEY. — *Durchbruch der Sozialen Ehre* Melden Verlag 1935. Berlin.
- Wir alle helfen dem Führer.* Zentralverlag der N.S.D.A.P. Frz Eber Nachf. München 1937.
- KUHN. — *Der Führergedanke in der neuen Arbeitsverfassung.* Leipzig, 1935.
- WEDDIGEN WALTER (Dr). — *Deutsche Sozialpolitik.* Berlin, 1935. Junker und Dünhaupt.
- Franz SELDT. — *Sozialpolitik im dritten Reich.* Berlin, 1935.
- MANSFELD, POHL, STEINMANN, KRAUSE. — *Die Ordnung der Nationalen Arbeit.* Berlin, Leipzig, 1934.
- KRAUSE. — *Organisation von Arbeit und Wirtschaft.* Elsner Verlagsgesellschaft. Berlin, 1937.
- BRAUWEILER HEINZ (Dr). — *Sozialverwaltung.* Hanseatische Verlagsanstalt, Hamburg, 1937.
- Grundlagen, Aufbau und Wirtschaftsordnung der nationalsozialistischen Staates.* Industrieverlag Spaeth und Linde, Berlin.
- WAGNER HERBERT. — *Die Einwirkung der nationalsozialistische Arbeitsverfassung auf die Grundsätzliche Neugestaltung des Arbeitsvertrages.* Würzburg, Triltsch, 1936.
- D.A.F. *Entscheidungs-Sammlung. Entscheidungen aus dem Arbeitsrecht und Sozialversicherungsrecht.* (Rechtsberatungsstellen der D.A.F.).
- Arbeitsrechtkartei.* Verlag für Wirtschaft und Verkehr. Stuttgart.
- ACHIM THIELE, KURTZ GOELTZER. — *Deutsche Arbeit im Vierjahresplan.* Verlag Gerhard Stalling, Oldenburg.
- Bericht Weltkongress für Freizeit und Erholung.* Hamburg, Hanseatische Verlagsanstalt.
- Das Recht der Deutschen Arbeit.* Heerschild Schriftenreihe. München.

III. JOURNAUX ET PÉRIODIQUES. REVUES

de langue française :

Les informations sociales (Publication du B.I.T.),
Le Temps,

Revue politique et parlementaire.
L'Allemagne contemporaine (Strasbourg).

de langue allemande :

Der Angriff.
Der deutsche Volkswirt.
Schönheit der Arbeit.
Monatshefte für National-sozialistische Sozialpolitik.
Jahrbuch der national-sozialistischen Wirtschaft.
der Vierjahresplan.
Reichsarbeitsblatt.
Schriftenreihe des Amtes für Berufserziehung und Betriebs-
führung.
Zeitschrift Akademie für deutsches Recht.
Soziale Praxis.

TABLE DES MATIÈRES

I. INTRODUCTION	7
---------------------------	---

Première partie

LE TRAVAIL DANS LE RÉGIME NATIONAL-SOCIALISTE

CHAPITRE I. — LA DOCTRINE ET LES FAITS	11
I. La valeur du travail	11
II. Le travail et la communauté	15
III. Les faits	20
CHAPITRE II. — NATIONAL-SOCIALISME ET SYNDICALISME	23
I. La position doctrinale à l'égard des syndicats.	23
II. La prise de possession des syndicats	24

Deuxième partie

NATURE ET STRUCTURE DU FRONT DU TRAVAIL

CHAPITRE I. — LA FONDATION DU FRONT DU TRAVAIL.	29
CHAPITRE II. — ORGANISATION ADMINISTRATIVE DU FRONT DU TRAVAIL	32
I. Le recrutement	32
II. Relations avec le parti national-socialiste.	34
Les cadres et leur formation	34
III. Les services	37
IV. Les conseils	40
V. L'organisation locale	42

CHAPITRE III. — LA COMMUNAUTÉ NATIONALE-SOCIA- LISTE « LA FORCE PAR LA JOIE »	46
CHAPITRE IV. — CARACTÈRE JURIDIQUE DU FRONT DU TRAVAIL	48
CHAPITRE V. — ORGANISATION FINANCIÈRE	50
I. Les cotisations	50
II. Le patrimoine	51
III. Le budget du Front du Travail	55
IV. Les dépenses de propagande	57
V. La Banque du Travail	60

Troisième partie

L'ACTION DU FRONT DU TRAVAIL

Titre I. — L'ACTION SUR LE TRAVAILLEUR DANS LE CADRE PROFESSIONNEL.

CHAPITRE I. — L'ACCÈS AU TRAVAIL	65
I. L'enseignement professionnel	66
II. La rééducation professionnelle	73
III. Les concours généraux professionnels	75
CHAPITRE II. — LA TUTELLE SUR L'ENTREPRISE	78
I. L'éducation politique	79
a) les rapports d'entreprise	80
b) les pelotons du travail	81
c) la presse	83
II. Le service féminin	85
III. Le service juridique	87
IV. L'hygiène	90
a) La protection de la santé du travail- leur	90
b) La beauté du travail	92

Titre II. — L'AIDE AU TRAVAILLEUR EN DEHORS DU CADRE DU MÉTIER.

CHAPITRE I. — LES SECOURS DE SOLIDARITÉ	100
CHAPITRE II. — LE FOYER OUVRIER	104
CHAPITRE III. — LES LOISIRS	109
I. Éducation et culture	110
II. Voyages, excursions, vacances	113
III. Sports	116
IV. L'œuvre de la Force par la Joie	119

Titre III. — L'ACTION DU FRONT DU TRAVAIL EN DEHORS DU CADRE DE L'ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS.

CHAPITRE I. — LA POLITIQUE SOCIALE	125
CHAPITRE II. — LA COLLABORATION AUX SERVICES PUBLICS.	128
I. La loi du 20 janvier 1934	128
II. Les juridictions du Travail	132
CHAPITRE III. — LES RAPPORTS AVEC L'ORGANISATION ÉCONOMIQUE DU III ^e REICH.	132
I. L'artisanat	132
II. Les accords Schacht-Ley	135
CONCLUSION	139
BIBLIOGRAPHIE.	143

VU : *le Doyen,*
E. ALLIX.

VU : *le Président de la thèse,*
ACHILLE MESTRE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY.

